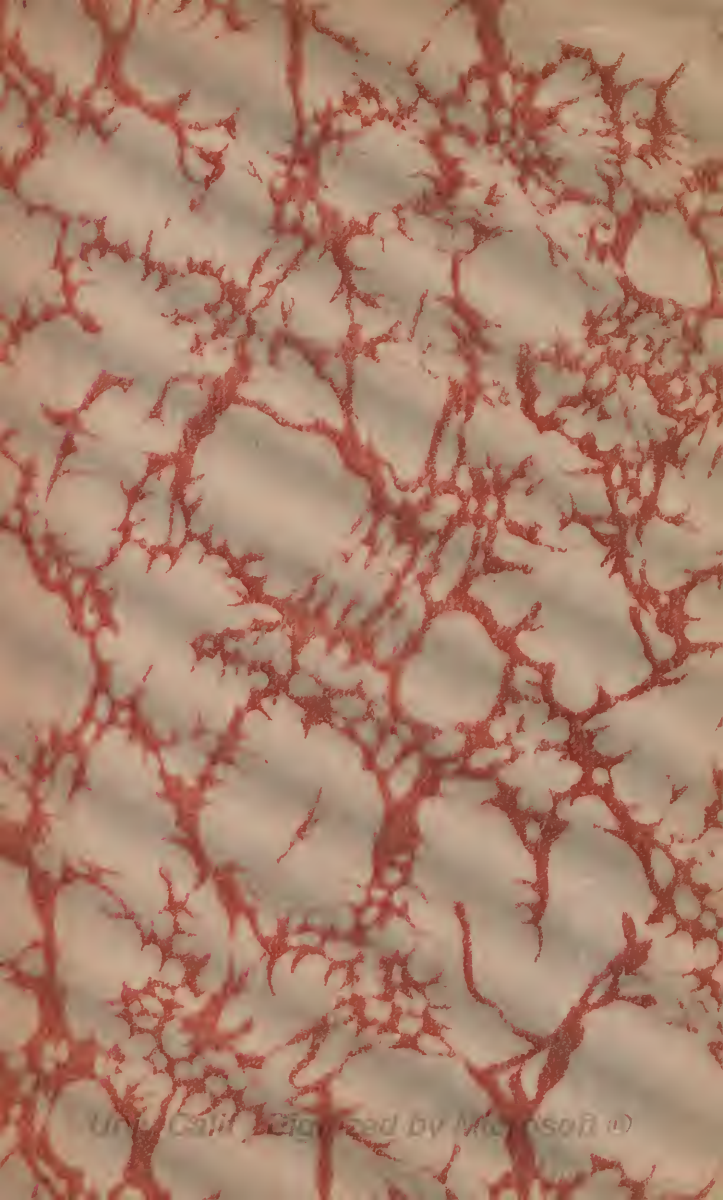


E169  
B29c

A  
0  
0  
1  
2  
3  
8  
1  
8  
4  
4



UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY



Unit 1 Calligraphy by Microsoft ©

UNIVERSITY of CALIFORNIA  
AT  
LOS ANGELES  
LIBRARY

UNIV CALIF LIBR LOS ANGELES CA

Digitized for Microsoft Corporation  
by the Internet Archive in 2006.

From University of California Libraries.

May be used for non-commercial, personal, research,  
or educational purposes, or any fair use.

May not be indexed in a commercial service.





COMMENT  
LES AMÉRICAINS  
S'ENRICHISSENT





III

COMMENT  
LES AMÉRICAINS  
S'ENRICHISSENT

PAR

CHARLES BASTIDE



LA RENAISSANCE DU LIVRE  
78. BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS

Univ Calif - Digitized by Microsoft®

111891

UNIVERSITY OF CALIFORNIA  
LIBRARY

E169  
B29c

## PREMIÈRE PARTIE

# L'INDUSTRIE

---

### I

## Principales industries

L'Amérique est le premier pays industriel du monde. Avec les matières premières fournies par le sol et le sous-sol, céréales, bétail, coton, laine, cuir, fer, ou importées de l'étranger, caoutchouc, soie, étain, les Américains jettent sur le marché des produits manufacturés en quantités de plus en plus considérables, à mesure que l'outillage se perfectionne et que des débouchés se créent, à l'intérieur, par l'accroissement de la population; à l'extérieur, par l'effort diplomatique et militaire.

Dans une période de dix ans, de 1899 à 1909, la valeur annuelle des produits manufacturés passe de 11 à

20 milliards de dollars; c'est une augmentation de près de 100 0/0. Le mouvement ascensionnel, ralenti dans les premiers mois de la guerre, a repris si bien qu'on espère que la production industrielle pourra atteindre 40 milliards de dollars.

En 1912, 275.791 usines au capital de \$ 22.700.000.000 (113.500.000.000 francs) ont fourni \$ 24.246.435.000 ou 121.232.175.000 francs, le coût des matières premières s'étant élevé à \$ 14.368.089.000 (71.840.445.000 francs). La guerre a profondément modifié ces chiffres. Pour les raisons que nous avons exposées dans la brochure précédente, nous nous en tenons dans ce premier chapitre aux renseignements statistiques d'avant-guerre.

La région la plus industrielle est la Pensylvanie avec les deux Etats voisins : New-York et New-Jersey. Viennent ensuite les Etats qui entourent les lacs (Ohio, Illinois, Wisconsin) et la Nouvelle-Angleterre. La région la moins industrielle est celle des Montagnes-Rocheuses.

Les villes les plus industrielles se classent dans l'ordre suivant :

NOMS	VALEUR DES PRODUITS MANUFACTURÉS
New-York. . . . .	10 milliards de francs
Chicago. . . . .	6.500 —
Philadelphie. . . . .	3.730 —
Saint-Louis. . . . .	1.640 —
Cleveland. . . . .	1.355 —

Ces chiffres sont aujourd'hui largement dépassés. L'industrie la plus importante est celle de l'alimentation; viennent ensuite la sidérurgie et les textiles, le bois, les produits chimiques, l'industrie des autres métaux que le fer, la papeterie, le cuir, la brasserie et la distillerie, etc.

**Alimentation.** — L'industrie des conserves est concentrée presque tout entière à Chicago. Un seul chiffre donnera une idée du nombre prodigieux des bœuf et des porcs amenés aux *stockyards* et transformés en produits alimentaires. Les cinq principales maisons de Chicago ont fait, en 1917, pour 10 milliards de francs d'affaires :

Swift . . . . .	\$ 875 millions
Armour . . . . .	\$ 575 —
Morris . . . . .	\$ 234 —
Wilson . . . . .	\$ 175 —
Cudahy . . . . .	\$ 141 —

Gros producteurs de céréales, les Etats-Unis ont développé la minoterie. Cette industrie est concentrée dans le Minnesota, l'Etat de New-York, le Kansas, l'Illinois, l'Ohio. Chiffre d'affaires pour le premier seulement de ces Etats : 700 millions de francs; total de la production en 1917 : 4 milliards 385 millions.

L'industrie laitière est relativement récente, mais le développement en a été prodigieux surtout dans le nord (500 0 0 d'augmentation en dix ans dans les Etats de Washington et d'Oregon) et autour des lacs (200 0 0 d'augmentation dans le Michigan).

Les chiffres fournis par le recensement sont fantastiques. Il a été produit à la ferme et dans les laiteries et fromageries en 1910 :

Beurre . . . . .	1.621.000.000 livres
Fromage . . . . .	320.581.000 —

(1) En 1914, les usines ont produit : beurre : 627.000.000 livres; fromage : 311.000.000 livres; lait condensé : 495.000.000 livres.  
— Valeur totale des produits susdits : 1,821.000.000 francs.

Pendant longtemps confinée à la Californie, l'industrie des conserves de fruits et légumes s'est étendue à un grand nombre d'Etats. La production a triplé dans le Wisconsin, le Colorado, le Kentucky, le Minnesota; elle a doublé dans l'Indiana; mais la Californie conserve toujours sa supériorité (160.000.000 francs).

Valeur totale des produits : \$ 158.015.893 ou 790.079.465 francs.

L'industrie sucrière est très développée. A elle seule, la betterave a fourni, en 1914, pour 313.000.000 francs de sucre.

Formidable accroissement dans la production des aliments dits de régime (farines et semoules de légumes, flocons d'avoine, préparations diverses, etc.) Elle a sextuplé dans huit Etats. Les Etats de New-York (85.000.000 francs), de Michigan, d'Ohio et d'Illinois (50 à 55.000.000 francs respectivement) viennent en tête.

Les Etats du sud sont grands producteurs d'huile d'olive et d'huile blanche : Texas (150.000.000 francs), Géorgie (125.000.000 francs), Mississipi et Louisiane (75.000.000 francs respectivement), la Caroline du sud (50.000.000 francs).

Autrefois tributaires de l'étranger pour la confiserie et la chocolaterie, les Etats-Unis se suffisent à peu près. L'accroissement de cette industrie a dépassé les prévisions les plus optimistes; il est de 1059 0/0 dans New-Jersey et, à l'autre extrémité du territoire, de 481 0/0 dans l'Orégon. L'Etat de New-York vient en tête (125.000.000 francs).

La valeur totale des produits alimentaires en une année normale (1914) s'est élevée à la somme prodigieuse de 24 milliards.

En 1914, le nombre de barils de boissons fermentées

est monté à 58.633.000. Les distilleries ont livré au commerce :

Whiskey . . . . .	2.360.000	hectolitres
Rhum . . . . .	116.000	—
Gin (eau-de-vie de genièvre) . . . . .	164.000	—
Alcool . . . . .	4.840.000	—
Eau-de-vie . . . . .	164.000	—

Formant avec les alcools de parfumerie et de pharmacie un total de plus de 9.500.000 hectolitres. Valeur de ces produits : 3.860.000.000 francs.

**Sidérurgie. Machines.** — La tendance de l'industrie du fer est vers la concentration. Le nombre des hauts-fourneaux diminue, mais leur puissance de débit augmente. On en comptait 681 en 1880, 562 en 1890, 210 en 1915. Ils sont placés pour la plupart à proximité des dépôts de minerai et des mines de houille :

Pensylvanie . . . . .	66
Ohio . . . . .	40
Alabama . . . . .	19
Virginie . . . . .	14
Tennessee . . . . .	13
Michigan . . . . .	11

La production de la fonte est très variable, elle oscille entre 20 et 30 millions de tonnes.

Part des principaux Etats producteurs :

Pensylvanie . . . . .	15.539.000	tonnes
Ohio . . . . .	8.500.000	—
Illinois . . . . .	3.400.000	—
Alabama . . . . .	2.900.000	—
Michigan . . . . .	2.600.000	—
New-York . . . . .	2.400.000	—



Cette fonte est transformée en acier par divers procédés : 115 convertisseurs Bessemer ont livré par jour jusqu'à 53.106 tonnes ; 864 fourneaux basiques et acides, 93.590 tonnes.

Même concentration pour les aciéries et laminoirs, en Pensylvanie, autour de Pittsburg et de Philadelphie ; dans l'Ohio à Cleveland et Youngstown ; à Chicago, Milwaukee et Birmingham (Alabama). On en compte jusqu'à 55 dans le même comté d'Alleghany, en Pensylvanie.

Les principales aciéries sont : l'*United States Steel Corporation*, ancien *trust* de l'acier ; la *Republic Iron and Steel* ; la *Crucible Steel* ; la *Bethlehem Steel Corporation* ; la *Midvale Steel*, etc.

La production des aciéries et laminoirs était estimée en 1914 à plus de 16 milliards.

**Industrie des métaux autres que le fer. Industrie électrique.** — Pour le travail de transformation du cuivre et de l'étain, l'Etat de New-York arrive en tête avec une production annuelle de 190 millions de frs. Viennent ensuite l'Illinois et l'Ohio.

Le cuivre est surtout employé dans l'industrie électrique : dynamos, moteurs, éclairage, transports, téléphonie et télégraphie.

New-York toujours en tête (production annuelle : 250 millions de frs) ; la Pensylvanie (200 millions) ; la New-Jersey (150 millions) ; le Massachusetts (140 millions) ; l'Illinois (130 millions) ; l'Ohio (100 millions).

Les objets manufacturés avec du laiton et du bronze proviennent surtout du Connecticut. (Production annuelle : 330.000.000 francs).

**Locomotives et matériel de chemin de fer.** — Industrie très prospère, ce qui se comprend dans un



pays où les voies ferrées ont pris une extension extraordinaire. Principaux ateliers de construction dans les Etats suivants :

Pensylvanie (380 millions de francs); Illinois (160 millions); Ohio (140 millions); New-York (105 millions).

Principales entreprises : *American Locomotive Company*; compagnie *Baldwin*; société *Westinghouse*.

**Automobiles.** — On sait quel développement cette industrie relativement récente a pris aux Etats-Unis. Elle est concentrée presque tout entière dans le Michigan, l'Ohio, l'Etat de New-York, l'Indiana. Sur la production totale, la part de ces quatre Etats est de 76 0/0, et tandis que le Michigan construit pour un demi-milliard de voitures, la production des trois autres Etats ne dépasse pas respectivement 200 millions de francs.

**Textiles.** — La matière première, le coton, est fournie par les Etats du Sud et, pour une petite part, est importée de l'étranger. Ainsi, en 1914, contre une production nationale de 6.626.000.000 livres, il n'a été importé que 232.000.000 livres. Cependant, bien que la laine provienne d'Australie et de l'Amérique du Sud, le troupeau national contribue sa part qui s'élevait la même année, à 288.490.000 livres. Pour la soie, les Etats-Unis sont tributaires de la Chine.

La transformation de ces matières premières se fait dans des filatures et dans des tissages. Les Etats-Unis possèdent le nombre formidable de 38.830.000 broches de filatures, réparties comme suit :

Coton . . . . .	32.830.000 broches
Soie. . . . .	2.100.000 —
Laine . . . . .	2.000.000 —
Worsted (variété de laine) . . . . .	2.300.000 —

Si l'on veut un point de comparaison, on n'a qu'à se rappeler que la France possédait, avant la guerre et l'occupation de nos départements du nord, 750.000 broches.

Les métiers à tisser sont au nombre de 848.038 :

Tapis . . . . .	9.821
Coton. . . . .	677.712
Soie. . . . .	85.098
Laine . . . . .	28.866
Worsted. . . . .	46.581

Il a été manufacturé, des tapis, tissus et lainages pour la valeur suivante :

Tapis . . . . .	345.000.000 fr.
Bonneterie . . . . .	1.290.000.000 —
Soieries . . . . .	1.280.000.000 —
Tissus de laine . . . . .	1.895.000.000 —

et, enfin, des tissus de coton, valant la somme de 3 milliards 500 millions.

L'industrie textile est de date assez récente, car avant le protectionnisme, l'Amérique était tributaire de l'Angleterre pour la plupart des tissus; elle s'est développée dans la Nouvelle-Angleterre et sur les côtes de l'Atlantique, à proximité des ports. Elle s'étend maintenant aux régions de production, à l'Alabama et au littoral du golfe du Mexique, sans que la Nouvelle-Angleterre perde sa supériorité.

Ainsi, pour les cotonnades, le Massachusetts (930 millions de francs), la Caroline du nord (360 millions), Rhode Island (250 millions), produisent trois fois plus que la Caroline du sud (225 millions) et la Géorgie (241 millions). Principaux centres : Fall River (Massachusetts) le Manchester de l'Amérique.

Le Massachusetts vient en tête pour les lainages et

feutres (705 millions), la Pensylvanie et Rhode Island ont à peu près la même production (350 millions); New-York et New-Jersey se classent ensuite (100 à 150 millions). Principales villes manufacturières : Philadelphie, Lawrence, Providence.

Mercerie, bonneterie et soierie se concentrent dans la Nouvelle-Angleterre; la Pensylvanie, l'Etat de New-York. Le Lyon de l'Amérique est Paterson.

**Industrie du vêtement.** — La première place revient naturellement à l'Etat de New-York avec son énorme production :

Vêtements de femmes . . . . . : 1 milliard 360 millions.  
Vêtements d'hommes et chemiseries : 1 milliard 330 millions.

Les chiffres pour la Pensylvanie, qui vient ensuite, sont respectivement 160 millions et 195 millions.

L'Illinois produit pour 445 millions de vêtements d'hommes.

**Cuir. Cordonnerie.** — Le troupeau national fournit la matière première. Les tanneries se trouvent surtout en Pensylvanie, dans le Wisconsin, le Massachusetts, New-Jersey. Valeur de la production totale : 1 milliard 835 millions.

On sait quelle est l'importance de l'industrie de la chaussure aux États-Unis et de quelle ingéniosité les constructeurs de machines ont fait preuve pour suppléer dans les ateliers au défaut de main-d'œuvre. Les gros chiffres n'étonneront pas.

Le Massachusetts l'emporte nettement (1 milliard 180 millions); on classe ensuite le Missouri, New-York, le New-Hampshire (200 à 250 millions). Fabriques importantes à Saint-Louis.

Valeur de la production totale : 2 milliards 500 millions.

Ajoutez la ganterie de cuir : 105 millions.

L'une des entreprises les plus originales est l'*United Shoe Machinery Corporation*. Cette société fabrique des machines nécessaires à l'industrie des chaussures, mais, au lieu de les vendre, elle les loue. Chaque machine est munie d'un compteur qui calcule automatiquement la redevance basée sur le nombre de chaussures fabriquées. L'usine est à Beverley dans le Massachusetts.

**Produits chimiques.** — Le blocus de l'Allemagne par l'Angleterre a produit une révolution dans cette industrie. En 1914, elle comptait quelques usines dans quatre États : New-York, New-Jersey, Pensylvanie, Michigan. Valeur de la production : 915 millions; ajouter 100 millions de produits pour la teinturerie et 125 millions pour les peintures et vernis.

**Engrais chimiques.** — Industrie en voie de transformation.

On distingue les produits naturels et les produits des usines que fournissent la Pensylvanie et l'Alabama. Valeur de cette dernière production : 765 millions.

**Bois.** — Industrie très importante. Bois d'ébénisterie et de construction. Pulpe de bois pour la fabrication du papier. Écorces pour la tannerie. Bois de mine. Bois de chauffage. Bois pour le pavage des rues et pour la construction des voies ferrées. Le Washington en fournit pour 450 millions, l'État de New-York 360 millions, la Louisiane 310 millions, le Michigan 305 millions, le Wisconsin 285 millions, la Pensylvanie 285 millions.

La térébenthine et la résine sont des sous-produits à signaler. Floride (55 millions), Géorgie (30 millions), Alabama, Mississipi, Louisiane (5 à 10 millions).

Papeterie. — Industrie très développée avec une production de *1 milliard 600 millions*.

Imprimerie. — C'est au développement de cette industrie que se juge une civilisation, le nombre de lecteurs dépendant beaucoup plus du nombre des écoles que du chiffre de la population. Valeur de la production : *4 milliards 500 millions*.

Verreries. Cristalleries. Céramique. — Valeur totale des produits : 3.070.000.000 francs.

C'est aux vieux Etats de l'Atlantique Nord que les États-Unis doivent la moitié des produits manufacturés. New-York avec ses industries diverses et la Pensylvanie avec ses puissantes aciéries se disputent la première place. L'industrie des textiles, la cordonnerie se concentrent dans la Nouvelle-Angleterre. L'ouest doit sa prospérité aux industries de l'alimentation. Le sud, ralenti dans son développement par la guerre civile, commence à exploiter ses mines de fer et de houille.

## L'expansion industrielle

La prospérité industrielle des États-Unis est de date récente. Elle est due à la richesse naturelle du sol, à l'accroissement rapide de la population, à la politique protectionniste. Il faut ajouter que les chefs d'industrie ont pu profiter de l'expérience acquise par leurs confrères d'Europe et n'ont que rarement été gênés dans leurs initiatives par la force de la tradition ou l'action des pouvoirs publics. L'expansion s'est faite librement dans un pays neuf. Dans la plupart des cas, la concentration industrielle s'est faite immédiatement, l'Amérique n'ayant pas à passer par une première étape où l'industrie est disséminée dans tout le territoire ou dispersée entre plusieurs mains. Du premier coup on a pu fonder de grandes usines, puissamment outillées, largement pourvues de capitaux et n'ayant pas pour s'établir à absorber au préalable une multitude d'entreprises petites ou moyennes.

L'expansion de la métallurgie est un des exemples



les plus frappants. Qu'on jette un coup d'œil sur le tableau suivant :

	1875	1910
Nombre de hauts fourneaux	293	206
Production de fonte . . .	2.000.000 tonnes	27.000.000 tonnes
— tôle de fer. . .	447.000 tonnes	—
— — d'acier. . .	200.000 tonnes	3.600.000 tonnes
Lingots d'acier. . . . .	389.000 tonnes	26.000.000 tonnes

En une cinquantaine d'années, la valeur des produits manufacturés a presque quintuplé. La force motrice utilisée par l'industrie s'est développée dans des proportions gigantesques; à la force fournie par la vapeur s'est ajoutée celle qui provient des chutes d'eau. Le Niagara a tout naturellement fourni sa part de *houille blanche*; l'eau n'est plus seulement dérivée dans un canal, mais dans des tunnels et deux villes, Niagara-Falls et Buffalo, lui doivent leur prospérité.

Le développement de l'industrie textile attire aussi l'attention : depuis 1870, la production des tissus de laine a doublé, celle des tissus de coton a presque triplé. Quant aux soieries, à la même date, la production ne s'élevait qu'à 60.000.000 francs; aujourd'hui elle dépasse sensiblement un milliard.

On trouverait des exemples d'expansion aussi prodigieuses dans d'autres industries. Mais contentons-nous d'examiner ce qui s'est fait depuis la guerre dans certains domaines.

L'industrie sidérurgique a largement profité de la guerre. Ce serait cependant une erreur de croire que la prospérité soit venue tout de suite. Ainsi en novembre 1914, l'*United States Steel Corporation* n'utilisait que 40 0/0 de sa capacité de production et au bout de six mois de guerre, la *Bethlehem Steel* n'avait que 846 millions de commandes. Depuis le printemps de 1915, les

États-Unis sont devenus une vaste usine travaillant pour l'Entente.

Prenons le rapport de la *Steel Corporation* pour 1917, nous y trouverons les phrases suivantes où il ne faut pas voir du bluff : « C'est la plus grande société industrielle, non seulement aux États-Unis, mais, croyons-nous, dans le monde entier... Nous avons affaire à des chiffres stupéfiants. » (1) En 1916, cette entreprise a payé comme salaires à 252.668 ouvriers la somme de 1 milliard 316 millions et, en 1917, à 268.058 ouvriers 1 milliard 735 millions. Le salaire journalier moyen qui était de 16 fr. 45 en 1916, montait en 1917 à 20 fr. 50. Un des chiffres les plus impressionnants est celui des impôts versés au Trésor (income tax fédéral et impôts sur les bénéfices de guerre). En 1917, il s'élève à \$ 233.465.435 ou 1.167.327.175 francs. Que dirait-on en France d'une entreprise qui rapporterait à l'Etat, en une année, plus d'un milliard ? La société paraît avoir supporté cette formidable saignée du fisc, car les actionnaires ont touché des dividendes de 7 0/0 sur les actions de préférence et de 18 0/0 sur les actions ordinaires. Il est resté un surplus de \$ 107.505.437 sur lequel 55 millions de dollars ont été consacrés à l'achat de matériel et aux constructions nouvelles, la différence étant versée à la réserve qui se montait à la fin de 1917 à 431 millions de dollars, soit 2 milliards 155 millions.

J'ai choisi l'exemple de l'*United States Steel Corporation* à cause de l'énormité des chiffres, j'aurais pu invoquer comme exemple de la prospérité de l'industrie métallurgique l'entreprise concurrente *The Republic Iron and Steel* ou la *Bethlehem Steel Corporation* qui se consacre à la fabrication du matériel

(1) *Financial Chronicle*, n° du 30 mars 1918.



de guerre, ou l'*American Locomotive Company*, où se construit le matériel pour voies ferrées.

L'effet de la guerre aura été double : elle a amené une expansion énorme de certaines industries et elle a permis la création d'industries nouvelles.

Dès la déclaration de guerre, chez tous les belligérants, sauf l'Angleterre et le Japon, la mobilisation a paralysé l'industrie et ralenti ou arrêté l'exportation ; les armées ont eu besoin de denrées alimentaires en quantités telles qu'il a fallu faire appel à l'étranger ; les ressources nationales s'épuisant rapidement, il a été nécessaire d'importer des chevaux, des harnachements, du tissu pour les uniformes, des cuirs pour les chaussures ; la guerre moderne consommant une quantité croissante de munitions, les différents ministres de la guerre, après avoir réquisitionné toutes les usines privées, ont passé des commandes à l'étranger. Tous les pays neutres sont devenus des fournisseurs de l'Entente et le plus puissant d'entre eux a rapidement pris le rang de principal fournisseur.

Depuis l'entrée des Américains dans la lutte, d'autres industries ont reçu une vive impulsion, ce sont notamment celles qui construisent des automobiles et des aéroplanes.

Mais la guerre, avons-nous dit, a permis aussi la création d'industries nouvelles aux États-Unis. Au premier rang, citons les constructions navales.

La flotte marchande aux États-Unis se réduisait à quelques caboteurs et aux navires assurant le service des transports sur les lacs. Le pavillon étoilé qui se montrait partout du temps de la navigation à voile, avait disparu des mers.

Dès 1916, le président Wilson, préoccupé des pertes que la guerre sous-marine faisait éprouver aux marines des belligérants, obtint du Congrès l'autori-

sation de construire une flotte de vaisseaux marchands appartenant à l'État. A la déclaration de guerre, un bureau de constructions navales fut créé. A la différence de l'Angleterre qui surpris par le péril sous-marin, se ressaisit et résolut le problème en tirant des chantiers navals existants tout ce qu'ils pouvaient donner, l'Amérique dut créer l'outillage. Après des tâtonnements inévitables, le programme put être mis à exécution. Au lieu de se contenter comme au début de passer des commandes avec l'industrie privée, la « Shipping Board » à la tête duquel se trouve un homme remarquable, M. Hurley, secondé par M. Schwab, ancien président de la Bethlehem Steel Corporation, installe des chantiers, bâtit des cales, embauche des ouvriers. Retardé par l'hiver 1917-1918, l'organisme nouveau multiplia ses efforts dès le printemps.

Le programme a prévu 4.800.000 tonnes pour 1918, 10.000.000 tonnes pour 1919.

On a d'abord songé à construire des vaisseaux en bois, mais les essais ne paraissent pas avoir été heureux ; on a ensuite essayé le ciment armé et en Californie notamment, des vaisseaux de 7.900 tonnes construits avec cette matière première, ont été lancés. Mais il a fallu généralement utiliser les tôles d'acier. Le dessein que se proposent les ingénieurs c'est d'obtenir l'assemblage de plus en plus rapide des plaques de tôle : le problème qu'ils ont à résoudre est un problème de boulonnage et de rivetage. Entre chantiers anglais et chantiers américains, l'émulation qui s'est établie a pris les proportions d'une lutte épique. On s'est d'abord étonné de voir lancer à Seattle un vaisseau d'acier de 8.000 tonnes au bout de 64 jours. Depuis, les progrès ne se sont pas arrêtés : les chantiers Alameda lancent un vaisseau de

12.000 tonnes au bout de 24 jours et le mettent en état de prendre la mer en 35 jours.

Avant la guerre, l'industrie des teintures était pour ainsi dire inexistante. Le blocus de l'Allemagne par l'Angleterre fut la cause immédiate d'une crise. L'Allemagne fournissait 900 teintures artificielles.

Dès 1915, il fut impossible de s'en procurer. Pour teindre les textiles en noir, l'industrie consommait 12.000.000 livres d'aniline, dont la plus grande partie venait d'Allemagne. En dépit des droits imposés à l'entrée par le Congrès, l'aniline allemande était vendue meilleur marché que l'aniline produite par trois sociétés américaines. Afin d'évincer leurs concurrents, les Allemands pratiquaient une politique bien connue qui consiste à vendre à perte, sauf à élever les prix dès qu'on est maître du marché.

La matière première, le goudron de la houille, n'était pas accessible parce que le coke métallurgique se fabriquait dans des fours qui consumaient le gaz ammoniac et le goudron. Il fallut commencer par substituer aux fours à coke ordinaires des fours dont le dispositif permet de conserver ces sous-produits. Ce premier travail accompli, il fallut organiser des compagnies pour exploiter le goudron. Ce n'est qu'en juin 1917 que put se réaliser la fusion des sociétés existantes. Le principe de ce consortium, c'est la spécialisation de chaque usine, ce qui permet l'utilisation des produits accessoires d'une industrie très compliquée.

Deux difficultés se présentaient : le manque de laboratoires et l'utilisation par l'industrie des explosifs de la matière première. On est en train de remédier à la première, dès l'armistice on a commencé à produire les teintures dérivées du toluol. Certaines nuances manquent. Mais l'essentiel pour l'avenir c'est que

l'Amérique s'assure dès maintenant du goudron de la houille en grosses quantités.

Cette année, les usines produiront de l'indigo synthétique en quantités suffisantes pour satisfaire aux demandes.

Un autre exemple d'industrie nouvelle dont la création a été imposée par la guerre, c'est l'industrie des engrais chimiques.

Les engrais chimiques sont la potasse, l'azote et le phosphore. A mesure que les procédés de culture se perfectionnent en Amérique, il s'en fait une consommation de plus en plus abondante.

Avant la guerre, l'Allemagne, grâce aux mines de Stassfurt, en Saxe, fournissait l'Amérique en potasse. La tonne revenait à 40 dollars et il s'en consommait 250.000 tonnes. L'Amérique possède quelques gisements en Nebraska et en Californie et aux bords du grand lac Salé, mais la potasse américaine vaut 350 à 500 dollars la tonne et, en 1917, l'agriculture en a demandé 500.000 tonnes. Un fonctionnaire du bureau des mines nommé Cottrell, a songé à produire la potasse industriellement. D'après lui, les fabriques de ciment et les hauts fourneaux suffiront à la tâche; des 90 millions de barils de ciment produits en Amérique, il estime qu'on peut tirer 75.000 tonnes de potasse, tandis que les hauts fourneaux donneront leur part. La méthode Cottrell a déjà été appliquée par certaines sociétés, parmi lesquelles la Bethlehem Steel. L'Alsace redevenue française, peut fournir dès maintenant le surplus.

En temps de paix, l'agriculture américaine emploie 600.000 tonnes de nitrate qui viennent du Chili. Le coût en a doublé. Mais on peut, par certains procédés chimiques, utiliser pour la production de cet engrais, l'azote de l'air. Une usine a été construite à Sheffield

(en Alabama) sur le Tennessee. Mais l'azote sert à fabriquer des explosifs : l'ammoniaque tiré du charbon est converti en acide azotique. Dans ce domaine, l'intervention de l'Etat était nécessaire. Dès 1916, le Congrès votait 20 millions pour installer de vastes usines et l'administration, au lieu d'agir elle-même, chargea très sagement la *General Chemical Company*, de construire les usines sous son contrôle. Elles produiront 60.000 livres d'ammoniaque et 24.000 livres d'acide azotique par jour.

Le problème du phosphore a été résolu, comme celui des nitrates, sous la poussée des événements. C'est à la métallurgie à utiliser comme sous-produits ses scories de déphosphoration.

Une puissance industrielle pourvue d'une force d'expansion pareille, doit déborder les frontières.

L'expansion se fait à l'étranger de trois façons : par le prêt de capitaux à des Compagnies étrangères, par l'installation de succursales de maisons américaines, par la fondation de maisons américaines. C'est au Mexique, au Canada, dans l'Amérique du Sud, que l'on voit le mieux les effets de cette politique. Ainsi les chemins de fer mexicains, les lignes de tramways, les mines appartiennent à des financiers de New-York. Les ressources minérales du Canada sont exploitées par des capitaux américains. Le président de telle aciérie du Canada est Américain. L'*American Smelting and Refining Company* possède des mines au Chili.

L'après-guerre promet de belles perspectives en Europe et en Extrême-Orient à l'initiative et à l'énergie américaines.

### III

## Les chefs d'industrie

Parmi les grandes entreprises industrielles américaines dont la réputation s'est étendue au monde entier, il n'en est pas qui ne soit due au génie d'un seul homme. Presque toujours, cet homme a eu une idée heureuse, qu'il a su exploiter. Qu'on réfléchisse un instant à ce que l'Amérique doit à l'imagination pratique de ses enfants : la moissonneuse, la linotype, la machine à coudre, la machine à écrire, le phonographe, l'ascenseur, la lumière incandescente. Telles sont quelques-unes de leurs inventions. La prospérité industrielle des États-Unis n'est pas le résultat d'un effort collectif discipliné, elle est un des prodiges de l'initiative individuelle. Aussi est-il impossible d'en parler en termes généraux. Les sociétés ou les consortiums de sociétés n'ont guère de caractères communs; leur histoire se confond avec la vie de leur fondateur; c'est lui qui les marque au sceau de sa personnalité.

Les noms de la plupart des chefs d'industrie sont connus. Les moindres détails de leur vie ont été publiés dans la presse. Certains d'entre eux ont été





THOS. A. EDISON, LE CÉLÈBRE INVENTEUR AMÉRICAIN

Cl. Chasseca-Flaviens



UN FACTEUR DES POSTES, AUX ÉTATS-UNIS

Cl. Chassériau-Flaviens



traités comme des souverains : ils le sont en effet par leur fortune et la puissance de leur action sur leurs concitoyens.

Mac Cormick est l'inventeur des moissonneuses que tous les agriculteurs emploient. Non content d'avoir pris un brevet, il l'exploite à son compte, bâtit une usine qui, au bout de quelques années, produit sept mille machines par semaine. Il compte parmi l'un des bienfaiteurs, non seulement de son pays, mais du monde entier. On a calculé que, grâce à lui, le cultivateur moissonne un arpent de froment en 3 heures au lieu de 61, un arpent d'avoine en 7 heures au lieu de 66; au lieu de mettre 52 heures à faucher un hectare de prairie, du temps où il coupait l'herbe à la faux, il n'en met plus que 10.

Originaire de New-Jersey, Baldwin est petit joaillier et orfèvre. Un jour, il se découvre des aptitudes pour la mécanique et s'associe avec David Husson pour construire des cylindres à imprimer le calicot. Les modifications qu'il apporte au moteur à vapeur actionnant les cylindres, il a l'idée de les appliquer à la locomotive. Il devient donc constructeur de locomotives à Philadelphie. En 1834, il en fabriqua 5; en 1859, 70; en 1870, 280; et en 1902, plus de 1.500.

Stewart est né en Irlande. Venu en Amérique pour être maître d'école, il se découvre une vocation pour les affaires, devient au bout de quelques années par l'application du principe de la concentration commerciale, le plus grand des marchands de nouveautés. L'ingénieur Westinghouse invente le frein à air comprimé qui porte son nom et passe sa vie à le perfectionner. On calcule qu'il n'a pas pris moins de soixante-six brevets. C'est à lui que l'Amérique doit l'utilisation du gaz naturel. Il imagina de le capter, et

l'amener dans des tuyaux jusqu'à son usine de Pittsburg où il s'en servit à la place de la houille. Au lieu de plusieurs chauffeurs jetant du charbon sur les foyers, il ne lui fallait qu'un seul homme pour régler les manettes d'arrivée du gaz et la place nécessaire aux réserves de houille devenait disponible. Il ne s'en tint pas là : un ingénieux système de conduites distribua le gaz aux industriels de la ville; ensuite servit à éclairer les rues; enfin fut prolongé aux villes voisines.

A Chicago, Pullman construit pour les compagnies de chemin de fer des wagons de luxe et devient le fournisseur des compagnies anglaises. Dans tous les pays où l'anglais se parle, circulent les Pullman cars. Pullman fait une fortune immense et a l'idée d'en faire bénéficier ses ouvriers; il bâtit une ville pour les loger, s'ingénie à pourvoir à tous leurs besoins par des coopératives. Entraîné par son zèle de philanthrope, il oublie que l'homme ne déteste rien tant que le bonheur imposé. Un matin, il se réveille en présence d'une grève et apprend qu'il y a aux municipalités d'un patron un goût d'amertume qui les rend odieuses.

Les chefs d'industrie sont volontiers financiers et spéculateurs.

Faut-il rappeler les noms de Yerkes, le constructeur des chemins de fer souterrains, de Pierpont Morgan, banquier de la France et dictateur pendant des années, de la Bourse de New-York? Ces hommes sont déjà loin de nous. M. Carnegie est notre contemporain.

Venu du fond de l'Ecosse en 1878 avec 25 dollars en poche, il a su devenir rapidement le propriétaire de la plus puissante aciérie de Pittsburg. Un jour, il rencontre sur sa route Rockefeller, propriétaire de puits

de pétrole et qui vient d'acquérir des gisements de minerai de fer autour du lac Supérieur. Au lieu d'entrer en concurrence, les deux « rois » font alliance et fondent la plus grande entreprise métallurgique du monde.

Mais ces grands brasseurs d'affaires ont essayé, après fortune faite, de rechercher la cause de leur succès. Cornelius Vanderbilt, interrogé par un jeune homme qui avait le désir de gagner de l'argent, lui répondit : « Ma recette est simple : tout ce que vous entreprendrez, entreprenez-le sérieusement ; allez hardiment au but, mais gardez le silence sur vos projets et n'en parlez que lorsqu'ils seront en voie de réalisation. » Il y a une ressemblance singulière entre ce conseil et celui que donnait autrefois Locke, philosophe que Vanderbilt n'avait certainement pas lu : « Ne parlez de ce que vous faites qu'à ceux qui peuvent vous être utiles. »

James J. Hill, qui fut un moment « le roi » des chemins de fer, a laissé quelques maximes : « Rien ne remplace le dur labeur », et encore : « Je trouve profitable d'être où l'argent se dépense. » Il entendait par là qu'un chef d'entreprise doit surveiller particulièrement le chapitre des frais d'exploitation et qu'aucune société, si puissante soit-elle, ne résiste au « coulage ». La même idée se retrouve chez lui sous une autre forme : « Dans un pays neuf, un chemin de fer réussit dans la mesure où on surveille les affaires de la Compagnie. » Une autre idée qu'il répète souvent, c'est que le producteur et les consommateurs, le commerçant et ses clients, loin d'avoir des intérêts différents, sont solidaires : « Nous nous considérons, les colons et nous, disait-il en parlant de ses propres entreprises, comme coassociés ; leur adversité sera suivie de la nôtre. »

L'une des intelligences les plus souples parmi ces grands hommes d'action, M. Carnegie, a laissé une maxime qui, sous sa forme paradoxale, cache une vérité : « On a dit : Il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier. On peut le faire, mais à la condition de surveiller le panier. »

Ces chefs ont généralement le coup d'œil juste : ils savent choisir leurs collaborateurs. Le jeune Schwab, au sortir du collège, entre à l'aciérie Carnegie au salaire d'un dollar par jour ; quelques années plus tard, il sera directeur du *trust* de l'acier. La plupart des directeurs d'usines ou de compagnies de chemin de fer sont arrivés à la force du poignet à la situation qu'ils occupent. Ils ne rougissent pas de leur passé de simples ouvriers. Encore une fois, il n'existe pas de classes en Amérique : seul, l'individu compte avec ses qualités d'intelligence et de volonté.

#### IV

### Quelques caractères de l'industrie américaine

L'expansion de l'industrie américaine est-elle due à un heureux concours des circonstances? On expliquerait la prospérité des États-Unis par le hasard qui a mis à la portée d'une population qui s'accroît sans cesse, des richesses naturelles surabondantes et qui, l'isolant de tout voisin agressif, lui permet de travailler et de produire sans être distrait par la préoccupation de s'exercer au maniement des armes. Il est certain que, si l'on compare l'Amérique et la France, il apparaît combien la France est désavantagée : le pays est relativement petit; s'il possède du fer, il ne peut l'utiliser parce qu'il manque de houille; ses récoltes suffisent à peine à nourrir la population; décimée par les guerres, celle-ci reste stationnaire; enfin, des voisins puissants et jaloux l'ont forcée depuis des siècles à prendre des précautions pour sa défense; chaque citoyen consacre quelques années de sa vie au métier des armes; tandis que les adolescents apprennent à tirer le fusil ou à monter à cheval, des

pères de famille âgés, à des intervalles fixés par la loi, rejoignent leur vieux régiment et ont pour mission, soit de monter la garde devant un monument public, soit de balayer la cour d'une caserne; jusqu'à présent, grâce à certaines qualités d'intelligence, à un grand mépris du danger et de la mort, et au sentiment extraordinaire de solidarité qui règne entre les classes, cette nation a réussi à préserver son indépendance, mais en sacrifiant les plus beaux et les plus vaillants de ses jeunes gens, ses plaines les plus fertiles et quelques-unes de ses plus belles cités.

Mais l'Américain ne s'est pas montré indigne des dons que la nature lui a départis : pareil à l'intendant fidèle de la parabole, il a fait fructifier les richesses qui lui ont été confiées. Il possède, à un très haut degré, les qualités qui assurent le succès dans les affaires : il est actif, énergique et plein d'initiative; les nouveautés ne l'effrayent point; il ne déteste rien davantage que la routine. Si l'on regarde de près de quelle façon il a su organiser ses usines, peut-être pourra-t-on retirer de ce travail d'observation, quelques leçons. En matière d'industrie, nous avons encore beaucoup à apprendre, au moins en certains points, et l'Américain sera pour nous un excellent maître.

Une usine ne se construit pas dans n'importe quelle localité. Depuis la guerre et le développement de l'industrie qu'elle a nécessité et le déplacement de l'industrie que l'invasion a imposé, des municipalités animées d'un zèle qui n'est pas absolument désintéressé, insèrent des annonces dans nos grands quotidiens : les manufacturiers qui voudront transporter leur industrie dans telle ville, y trouveront le terrain, la force motrice, le logement pour les ménages des ouvriers; les municipalités croient apparemment que



n'importe quelle industrie peut s'établir dans une localité où ces conditions sont réunies ; d'autres qui ont réfléchi davantage à ces questions, n'ont garde d'oublier la facilité des transports. Sans doute un village des Pyrénées fournira grâce à son Gave toute la force motrice que l'usinier pourra rêver, mais il faudra aussi que les ouvriers puissent s'installer dans la région et y vivre commodément et qu'un chemin de fer suffisant la desserve. Ces conditions se trouvent réalisés dans nombre de nos grandes villes. Elles ne sont pas encore suffisantes. Il faut rapprocher autant que possible la fabrique et le lieu de production des matières premières.

Il a fallu très longtemps pour que cette règle fût appliquée dans la pratique. Par exemple, le coton produit dans la vallée du Mississipi était expédié à Manchester d'où, transformé en tissus, il revenait en Amérique. Aujourd'hui, au moins pour les cotonnades vendues aux États-Unis, il ne va pas plus loin que Lowell ou Lawrence.

Le sucre de Cuba est transporté par mer et débarque dans un port du golfe du Mexique ou de l'Atlantique : c'est au port même et non dans l'intérieur des terres que s'élèvera la raffinerie.

Les usines métallurgiques les plus prospères se trouvent à proximité à la fois des gisements de fer et de houille. C'est le cas des aciéries de Pensylvanie. C'est pour cette raison que les aciéries de l'Alabama sont appelées à se développer.

Mais quelquefois il est impossible d'établir la fabrique près du lieu de production de la matière première : dans ce cas, il faut assurer le transport rapide et économique. Autant que possible, l'industrie doit être maîtresse de ses transports. Rockfeller s'étant assuré la possession des gisements de fer situés

aux bords du lac Supérieur, commence par construire des voies ferrées de la mine aux ports; ensuite, il commande des vaisseaux qui transporteront le minerai aux usines de l'Illinois. L'*American Sugar Refining Company* est propriétaire des jetées et quais où les navires débarquent la matière première et des gares de chemin de fer où la Société embarque les caisses de sucre raffiné.

Autre exemple : au lieu de confier à des Compagnies de chemin de fer le soin de transporter le pétrole brut du puits à la raffinerie, les Américains construisent un système de conduites muni de pompes qui amènent le pétrole à des distances considérables. La *Sinclair Oil Company* n'a pas reculé devant l'installation de 1.000 kilomètres de *pipe-lines* de Chicago à Kansas City.

Dans un pays neuf comme l'Amérique, le lieu de production peut se déplacer, la fabrique se déplacera également. Autrefois l'industrie des conserves avait son siège à Cincinnati. Cette ville avait même reçu le sobriquet de Porcopolis. Quand l'ouest se fut peuplé d'éleveurs et de troupeaux, l'industrie s'est transportée à Chicago; aujourd'hui, elle a tendance à se déplacer encore plus à l'ouest; les grandes maisons de Chicago ont des succursales à Omaha qui est appelé à faire concurrence à Chicago.

Mais l'usine devrait aussi être rapprochée du client qui achètera les produits. Dans la pratique, cette condition est le plus souvent irréalisable. Le client est en Europe ou au Sud de l'Afrique ou au Brésil ou en Australie. Le problème revient à l'atteindre, sans trop de frais et sans perte de temps. On fera attention de construire l'usine à proximité d'un port, si l'objet fabriqué est destiné à l'exportation. Si cela est impossible, on choisira un emplacement relié à un port



par des voies navigables ou par un bon chemin de fer.

Les *pipe-lines* ont été la solution élégante pour les exportateurs du pétrole. Amené aux raffineries, le produit est chargé dans des bateaux citernes qui iront le vendre à Liverpool ou au Havre.

Quand le client est à 50 ou 100 kilomètres de l'usine, que le produit à vendre est périssable, de volume moyen, on peut avoir recours, comme les Américains, à un large emploi du camion-automobile.

Le plus souvent, une décentralisation intelligente suffira. Un éditeur a sa maison dans une capitale, son imprimeur au contraire est établi dans une petite ville de province. Les volumes imprimés sont expédiés vers la capitale d'où ils seront envoyés dans différentes villes aux libraires chargés de la vente au détail. Une économie de transports est réalisée par l'établissement dans une demi-douzaine de grandes villes, de dépôts où les livres sont expédiés directement de l'imprimerie. C'est ainsi que procèdent les maisons d'édition américaines.

De toute façon, on préférera rapprocher l'usine de la région de production :

« Les matériaux bruts, dit M. Carnegie, ont le pouvoir d'attirer les capitaux et ainsi d'attirer près d'eux les ouvriers nécessaires à leur transformation, car il n'est plus donné aux ouvriers d'attirer à eux les matériaux bruts de loin. »

Les observations qui précèdent permettent de formuler trois principes qui guideront les manufacturiers dans le choix de la localité où ils construiront leur usine.

1<sup>o</sup> La fabrique s'élèvera dans une position stratégique à proximité des lieux de production.

2<sup>o</sup> Le manufacturier s'assurera l'autonomie de ses transports.

3<sup>e</sup> Les débouchés seront accessibles avec un minimum de dépense de temps et d'argent.

L'emplacement choisi, il s'agit de construire l'usine d'une façon intelligente. On croit communément que toutes les usines se ressemblent, que ce sont de banales bâtisses en fer, en briques et en verre, et qu'elles sont au niveau des progrès les plus récents, si le verre en est recouvert d'un enduit bleu.

Les Américains n'oublient jamais que les ateliers dans une fabrique, doivent être disposés de telle manière qu'un objet en cours de fabrication n'ait jamais à faire un trajet inutile pour passer de l'un dans l'autre. L'objet dégrossi à une extrémité de la fabrique, doit être terminé et prêt à être vendu quand il a atteint l'autre. La force de la gravitation peut être utilisée si, au lieu de disposer les ateliers sur un même plan, on les superpose, comme on est obligé de le faire dans les villes où le prix du mètre carré de terrain est élevé. Les matières premières sont amenées par monte-charge à l'étage supérieur ; de là, en vertu de leur poids même, elles descendent facilement, au fur et à mesure qu'elles sont transformées, jusqu'au niveau de la rue où on les chargera sur camions, wagons ou chalands. C'est ainsi que les choses se passent à Chicago dans les fabriques de conserves. L'animal est sacrifié à l'étage supérieur et au rez-de-chaussée les conserves de jambon sont livrées au commerce.

— Dans la topographie de l'usine, il faut donc viser à l'économie de temps ; elle se traduira par une économie d'argent.

La fabrique est maintenant en marche. De nouveaux problèmes vont se poser auxquels il est moins aisé de donner une solution générale. Ces problèmes concernent le traitement des matières premières,

l'emploi de la main-d'œuvre, les procédés de fabrication.

Dans le traitement des matières premières il est indispensable d'appliquer des méthodes scientifiques. S'imagine-t-on une raffinerie de pétrole sans un état-major de chimistes attentifs aux nouveaux procédés d'épuration exerçant un contrôle incessant sur la fabrication? A chaque étape dans la transformation du fer en acier, la présence du chimiste est indispensable.

Sur un autre point, le savant rend des services. Je veux parler de l'utilisation des sous-produits. Dans les grandes raffineries de pétrole, ce côté de la fabrication a été particulièrement étudié. Ailleurs, il a été négligé avant la guerre.

La collaboration du savant et du manufacturier est féconde en résultats. Un industriel veut résoudre un problème qui nécessite des recherches scientifiques; s'il ne veut pas payer les frais d'installation d'un laboratoire, il s'adresse à un institut spécial, le *Mellon-Institute for Industrial Research*. Contre versement d'une certaine somme, l'Institut lui découvre un spécialiste, met à sa disposition ses laboratoires; si les recherches donnent des résultats, l'industriel en profite exclusivement,

C'est grâce au zèle des savants attachés à cet Institut que les Etats-Unis ont pu développer si rapidement depuis la guerre leur industrie chimique. Dans les contrats que les industriels passent avec les savants, une gratification qui peut atteindre 50.000 fr. est prévue en dehors des appointements ordinaires, ou une participation aux bénéfices des découvertes.

La main-d'œuvre est rare en Amérique. Il faut y suppléer par un large emploi des machines-outils.

L'outillage doit exiger le moins possible l'intervention de l'ouvrier, il doit être automatique.

Ce qui nous frappe, c'est surtout les machines qui servent à la fabrication. Quand on visite une fabrique de chaussures, on garde le souvenir de l'ingénieur assembleur de roues et de leviers qui, d'un coup et sans effort, applique le talon de la bottine à la semelle. Dans les imprimeries, on ne voit jamais des ouvrières faire des gestes automatiques pour plier les feuilles; une machine les happe une à une au sortir de la presse et les plie avec une précision que l'homme n'atteint jamais.

Mais il y a une autre intervention du machinisme qui économise la main-d'œuvre. En principe, le passage d'un objet en cours de fabrication d'un atelier à l'autre doit s'effectuer sans intervention de la main de l'homme. D'où un emploi plus généralisé que chez nous des appareils de levage et de transport mécanique.

Deux principes guident donc les manufacturiers américains. Le remplacement du manœuvre par l'appareil de transport, le remplacement de l'artisan par la machine. Jamais un chaland de sable n'est déchargé à la pelle par des débardeurs; jamais d'autres ne portent sur leur dos des sacs de blé; l'emploi d'une pelle suspendue au bout d'un câble d'acier et mue par la vapeur dans le premier cas, d'une haveuse dans le second, permettra de supprimer dans la société l'une des dernières survivances de l'antique servage. Par la généralisation des machines, il n'est pas besoin de faire un apprentissage pour exercer un métier; on est employé dans une wagonnerie ou dans une aciérie; pour être menuisier ou métallurgiste, il suffit de savoir conduire une machine fort peu compliquée.

L'état d'esprit dans lequel les manufacturiers amé-

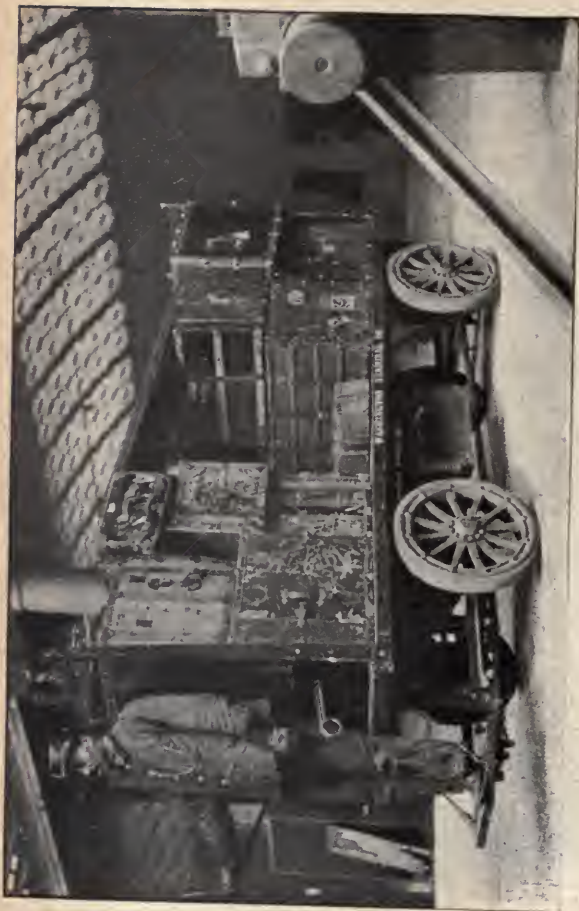


TRANSPORTEUR DE CHARBON, EN PENNSYLVANIE

*Cl. Chusseau-Flaviens*

*Univ Calif - Digitized by Microsoft®*





TRANSPORTEUR AUTOMOBILE DE BAGAGES DANS UNE GRANDE GARE

Cl. Chausseau-Flauiens

ricains font ces innovations est excellent. Un inventeur est sûr de trouver auprès d'eux bon accueil et avant d'examiner son projet, ils ne lui demandent pas s'il a des diplômes. D'ingénieux dispositifs sont dus à l'imagination de contre-mâîtres et d'ouvriers. L'association du savant et du manufacturier se complète ainsi, par l'association de l'empirique et du manufacturier; c'est ce que les Américains appellent le *suggestion-system*.

Les Américains se sont préoccupés d'obtenir de la main-d'œuvre indispensable le rendement maximum. Ils suppriment dans la mesure du possible les pertes de temps dues à une mauvaise répartition de la besogne. En outre, ils obtiennent, en disciplinant le personnel, une somme plus considérable de travail utile.

On a imaginé, dans certains ateliers, de donner aux ouvriers des aides chargés de ramasser les objets qui tombent et de mettre les choses en place : ils leur évitent ainsi des distractions et des pertes de temps. Aussi loin que pouvait remonter le souvenir du plus ancien ouvrier d'une aciérie, il fallait quarante jours pour forger un lingot; un jeune ingénieur a cru que le travail pouvait se faire en moins de temps; à chaque étape, une économie était facile à réaliser; le même lingot, après application des nouvelles méthodes, se forgeait en quinze jours. Des résultats extraordinaires ont pu être obtenus par une minutieuse division du travail qui permet à chaque ouvrier et à chaque équipe d'ouvriers d'accomplir sans tâtonnements et sans à-coups la tâche prescrite.

Les procédés de fabrication variant d'une industrie à l'autre, il est difficile de résumer en quelques phrases le résultat de tant d'expériences diverses. On peut dire que, le plus souvent, les Américains pré-



fèrent le système de la fabrication d'objets par séries. Les raisons de cette préférence sont visibles : le modèle une fois établi et chaque ouvrier habitué à sa besogne, la fabrication devient en quelque sorte automatique. Le manufacturier peut, en outre, prévoir quelles matières premières il lui faudra et en quelles quantités, pour une production donnée; et le client trouve facilement à remplacer l'objet détérioré ou hors d'usage. Par une extension du même principe, dans un article composé de plusieurs pièces, chaque pièce doit être fabriquée en séries, ce qui facilite les réparations. Dans l'industrie des machines à coudre, des bicyclettes, des automobiles, la fabrication de pièces interchangeable a donné d'excellents résultats. Ces principes sont relativement faciles à appliquer, il faut des qualités d'initiative et de hardiesse pour en appliquer d'autres.

En Europe, l'industriel qui a acheté une machine, cherche à l'utiliser jusqu'au moment où elle ne sera plus bonne qu'à mettre aux vieux fers; il en aura tiré tout le parti possible avant de la réformer; mais son confrère Américain, pendant ce temps, aura remplacé la même machine par deux ou trois autres d'un modèle perfectionné; il aura engagé des dépenses, mais en améliorant sa production et par contre-coup en étendant sa clientèle, et en économisant des frais considérables d'entretien et de réparation.

Une compagnie de chemin de fer achète une locomotive. Au lieu de la conserver le plus longtemps possible à force de soins, elle lui demande un travail intensif et au bout de vingt ans la réforme. Dans l'intervalle, les ingénieurs auront construit des machines plus puissantes capables de traîner des convois plus longs et plus chargés. Qu'on compare un fourgon américain et un fourgon anglais ou français :

le premier est gigantesque, il pèse quinze tonnes et peut en transporter trente, les autres sont minuscules. Un train de marchandises américain déplace un poids deux et trois fois supérieur à celui que déplacent les nôtres et comme il est muni de freins automatiques, la marche en est plus rapide. Transportant davantage et plus vite, il est d'un meilleur rapport.

Les compagnies de navigation américaines préfèrent de grands cargos à des bateaux marchands microscopiques. Il saute aux yeux qu'un vaisseau de 8.000 tonnes dépensera moins de charbon et exigera un personnel moins nombreux que quatre vaisseaux de 2.000 tonnes chacun.

L'industrie tend donc à réduire les frais d'exploitation et la main-d'œuvre par l'emploi de machines de plus en plus puissantes et de plus en plus perfectionnées.

Dans une biscuiterie de Chicago, la machine a remplacé la main de l'homme à peu près partout. La pâte est préparée au pétrin mécanique, découpée et enfournée mécaniquement; c'est une machine qui est chargée de la mise en boîtes; c'est une autre machine qui colle l'étiquette sur la boîte; une seule opération paraît être réservée à la main humaine, c'est une femme qui noue une ficelle autour de la boîte.

On admire, à la chemiserie de Troy, les machines qui cousent chaque pièce, celles qui les assemblent, celles qui les blanchissent, celles qui repassent les faux cols et les manchettes et le corps de la chemise avant d'arriver aux mains de la plieuse.

C'est par une application intelligente de ces procédés de fabrication que l'Amérique a pu inonder l'Europe de montres et de pendules-réveils solides et d'un prix minime; ayant à peu près réussi avant la guerre à évincer l'Allemagne du marché des appareils photo-

graphiques, elle occupera après la guerre la première place dans cette industrie. L'Angleterre se fournit à peu près exclusivement aux Etats-Unis de meubles ordinaires : ils sont en pitch-pin, simples d'aspect, solides, commodes.

« Je ne crois pas, disait le directeur d'une fabrique d'allumettes, que nous ayons jamais dépensé moins de 50.000 dollars par an en expériences pour améliorer notre outillage. Nous avons dans les différentes parties du monde des agents chargés d'acquérir toute invention nouvelle susceptible d'être utilisée par nous. En vingt années, nous avons dépensé un million de dollars pour l'achat de brevets d'invention. »

Pour obtenir de pareils résultats, il faut de rares qualités d'intelligence et de caractère. Il faut surtout une-extraordinaire puissance de travail.

Qu'est-ce que l'Amérique? Un pays neuf dont les richesses sont exploitées par les éléments les plus hardis de la population européenne et particulièrement de celle des Iles Britanniques. C'est pour cela qu'il y a des rapports entre l'industrie anglaise et l'industrie américaine. Les différences sont dues à ce que les Américains n'ont pas « d'idées héritées du passé et ultra-conservatrices ». Ils sont plus souples que les Anglais, ils ont l'esprit plus ouvert aux nouveautés.

Les frais généraux augmentent-ils dans une entreprise, l'Américain a recours à un expert qui, après un examen approfondi, remet un rapport où il analyse les causes du mal et en indique les remèdes. L'Anglais, en présence d'une situation semblable, hésiterait, et, s'il prenait des mesures, il en préférerait de dilatoires. Quant au Français, par économie il chercherait à faire lui-même le travail de l'expert et son enquête ne donnerait naturellement aucun résultat.

## La concentration industrielle

L'inconvénient de l'individualisme, c'est d'aboutir à la dispersion des efforts et à l'émiettement des résultats. Excellent dans la fabrication des objets d'art et de luxe, où il favorise l'initiative de chacun, il est nuisible dans les grandes industries qui exigent des capitaux considérables et un outillage puissant. Dans un État autocratique où les pouvoirs publics travaillent à la prospérité nationale, la discipline commune sera imposée par l'administration et l'individu fera place au groupement officiel. Les chefs d'industrie, en Amérique, ont d'eux-mêmes cherché un remède aux excès de l'individualisme en formant des consortiums de sociétés.

La loi prévoit deux sortes de sociétés suivant qu'elles sont constituées par un contrat privé ou par un acte du pouvoir législatif. Toutes les grandes sociétés ont à leur origine une charte octroyée soit par le Congrès (c'est le cas des banques nationales), soit par la législature d'un État particulier. Elles prennent le nom de corporations. La charte limite leur capital qui est constitué par des actions de préférence et des actions

ordinaires. Les premières ont droit à un dividende avant les autres. L'assemblée des porteurs d'actions élit le conseil des directeurs, c'est-à-dire notre conseil d'administration. Les lois sur les sociétés, dans les détails, diffèrent d'ailleurs suivant les États.

A la faveur du protectionnisme et par suite de la faiblesse du pouvoir central, la concentration a atteint aux Etats-Unis un degré inconnu ailleurs. Entre 1880 et 1905 environ, de puissantes organisations connues sous le nom de *trusts* ont exercé une action importante sur l'industrie.

L'un des plus célèbres est le « trust du pétrole », connu officiellement sous le nom de la Standard Oil Company de New Jersey. Elle fut constituée par Rockefeller en 1882 et, après le vote de la loi contre les trusts, réorganisée sur des bases encore plus larges en 1892. Maîtresse des puits de pétrole, des conduites qui servent à les transporter, les raffineries, elle posséda en fait, pendant plusieurs années, un monopole. Elle connut une ère de prospérité inouïe puisque ses bénéfices dépassaient 80 0/0 du capital. A la suite de nouvelles lois votées contre les *trusts*, la Cour suprême prononça en 1911 la déchéance de cette société. Aujourd'hui elle est divisée en 34 organisations distinctes.

A côté de cette société, on cite souvent le « trust de l'acier », l'*American Steel Company*, due à la collaboration de Carnegie et de Rockefeller. Le premier apportait à la société son outillage, le second la matière première. Il avait acquis, à la suite de transactions qui donnèrent lieu à des procès retentissants, les fameux gisements du Mesaba Range au nord de Duluth. A cent pieds de profondeur, on découvre le minerai qui atteint 92 0/0 de pureté. Des chemins de fer privés l'amènent aux ports d'embarquement, où



une flotte de navires spécialement aménagés le chargent à destination de Chicago et de Cleveland. Conformément aux lois contre les trusts, cette compagnie s'est dissoute et reconstituée sous le nom d'*United States Steel Corporation*.

Les Havemeyer ont été quelque temps les « rois du sucre ». En 1891, la *Sugar Refinery Company* dut se dissoudre et c'est à ce moment que se constitua l'*American Sugar Refining Company*. Ce n'est plus à proprement parler un *trust*, puisque, sur les 21 raffineries qui existent aux Etats-Unis, elle n'en possède que 7. Elles sont situées à Jersey City, Boston, la Nouvelle Orléans, Brooklyn et Philadelphie.

Dans les trois cas cités, la concentration industrielle est facilitée par une situation de fait. Partout où la matière première n'existe que dans une région déterminée, l'industrie est aux mains de ceux qui peuvent en disposer. Mais on a vu surgir d'autres « trusts », qui sont simplement des « affaires », les « trusts » des radiateurs à vapeur, du caramel, de la gomme mâcher, du whiskey, des allumettes. Une mauvaise réputation s'attache aux *trusts*. Elle se justifie par l'abus qui a été fait d'un principe excellent. Tant qu'un consortium ne vise qu'à produire en quantités plus considérables et à meilleur marché par un traitement scientifique des matières premières et par la réduction des frais généraux, il est utile à la communauté. Mais son rôle devient nuisible dès qu'il cherche à conquérir le monopole de la production, de la fabrication, de la vente d'un article. En fait des brasseurs d'affaires se sont ligüés avec les représentants de certains Etats et ont obtenu, par des tractations souvent répréhensibles, des chartes d'incorporation pour des sociétés constituées dans un dessein de pure spéculation. Des faits d'accaparement se sont produits. Un financier

a voulu organiser le trust des récoltes. Devant une Commission sénatoriale, le président d'un « trust » déclarait sans ambages qu'il versait des subsides aux démocrates dans les Etats où ils avaient la majorité; si ailleurs les républicains étaient sûrs du succès, c'est à eux qu'allait sa contribution; là où l'issue de la lutte électorale restait douteuse, les deux partis profitaient de la munificence du « trust ». Un autre financier se vantait d'avoir, à coups de dollars, « fait » la législature de quatre Etats. Roosevelt et Wilson, quoique adversaires politiques, se sont trouvés d'accord pour dénoncer ces abus.

« Un nombre de gens relativement restreint, disait M. Wilson en 1913, contrôle la matière première du pays; un nombre de gens relativement restreint contrôle les forces hydrauliques dont on peut tirer parti pour produire économiquement l'énergie nécessaire à mettre en œuvre nos machines; et c'est le même nombre de gens qui exercent un large contrôle sur les chemins de fer et qui, par des accords manigancés entre eux, contrôlent les prix; et c'est le même groupe de gens qui contrôlent les gros crédits du pays. »

Différentes lois ont été votées contre les *trusts*. La dernière les dissout quand ils exercent un monopole. C'est à la Cour suprême siégeant à Washington à prononcer le jugement.

Dans le programme du président Wilson, un article demandait la création d'une commission analogue à celle des chemins de fer, pourvue de pouvoirs judiciaires et exerçant un contrôle sur toutes ces grandes entreprises.

Mais on ne peut nier les résultats obtenus par les grandes sociétés américaines. M. Carnegie a pu livrer des rails dans l'Afrique du Sud à meilleur compte que les métallurgistes anglais. Malgré les droits de



douane qui les protégeaient, nos constructeurs n'arrivaient pas à faire à nos compagnies de chemins de fer des offres aussi avantageuses que les Américains. Pendant la guerre sud-africaine, le gouvernement anglais accordait à ses fournisseurs nationaux 10 0/0 de prime ; néanmoins, le constructeur de locomotives de Philadelphie les évinçait des marchés. Quand le même gouvernement a besoin d'achever rapidement des travaux en Uganda ou en Birmanie, il accepte les services de l'*American Bridge Company*.

D'ailleurs le principe de la concentration industrielle continue d'être appliqué. L'*American Locomotive Company* a groupé sous une direction unique 8 entreprises différentes et en a acquis 5 autres. L'*American Steel Foundries* a groupé en 1902 7 entreprises et depuis est devenu propriétaire de 2 autres aciéries. En 1917, quand il a fallu organiser l'industrie des teintures, plusieurs sociétés de produits chimiques ont fusionné. Dans ce dernier cas, la concentration a pour effet de permettre une meilleure répartition du travail, chaque usine se spécialisant dans la fabrication de produits déterminés.

Le groupement des sociétés peut s'opérer directement. Les clauses de l'accord librement discutées par les administrateurs sont ratifiées aux assemblées générales et dans le cas d'une société incorporée, sont enfin approuvées par la législature de l'Etat. Une société peut en absorber une autre d'une façon indirecte par un achat d'actions. Ce procédé est souvent employé par les industriels qui sont en même temps financiers. Ainsi l'*American Smelting and Refining Company* a en portefeuille toutes les actions de l'*United States Zinc Company* et de la *National Metallurgical Company* et la totalité des actions ordinaires de l'*American Smelters Securities Company*.



## DEUXIÈME PARTIE

# LE COMMERCE

---

### I

#### Commerce intérieur et extérieur

Par une singulière contradiction, l'Amérique, qui s'était révoltée pour obtenir le libre échange, est devenue au xviii<sup>e</sup> siècle le pays le plus protectionniste du monde. Le régime protectionniste institué en 1890 (tarif Mac-Kinley), sans être complètement aboli, a été atténué en 1913. Le tarif Underwood (3 octobre) exempte de droits certains articles tels que les rails d'acier, les produits chimiques, les cuirs, etc. et accorde des réductions du taux de la taxation à la plupart des autres articles.

Vivement combattu par les économistes américains et par un grand nombre d'hommes politiques et

dénoncé par les professeurs de morale, le protectionnisme ne mérite pas toutes les critiques qui lui ont été adressées. Il a donné un coup de fouet à l'industrie en obligeant les Etats-Unis à se suffire. Il a réduit les importations et accru les exportations, ce qui, après tout, n'est pas défavorable aux finances d'un pays. Il est vrai qu'il a permis à des industriels de faire de grosses fortunes, mais, dans nos sociétés modernes, qui ne rappellent guère le modèle spartiate, il n'est pas absolument inutile qu'il y ait des milliardaires.

Depuis cent trente ans, avec une seule exception, la période de la guerre de Sécession, le commerce a suivi une marche ascendante. Les Américains qui sont seize fois plus nombreux qu'en 1790, font quatre-vingts fois plus de commerce.

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TOTAL
1912.	8.266.324.670	11.021.612.045	19.287.936.715
1913.	9.064.936.170	12.329.420.745	21.394.356.915
1914.	9.469.628.285	11.822.895.740	21.292.524.025

La guerre, survenant en août 1914, amène un fléchissement dans l'exportation : l'Allemagne est bloquée, la Belgique et la France envahies, l'Angleterre a ralenti sa production et demande moins de matières premières. La crise est de courte durée, comme le montrent les chiffres depuis la guerre.

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TOTAL
1915.	8.370.000.000	13.740.000.000	22.110.000.000
1916.	10.985.000.000	21.665.000.000	32.650.000.000
1917.	13.295.000.000	31.465.000.000	44.760.000.000

Les Etats-Unis sont devenus une vaste usine travail-

lant pour le compte des alliés mais drainant aussi toutes leurs ressources : si les importations ont augmenté de 40 0/0, l'accroissement des exportations est de 166 0/0. On peut prendre un autre point de comparaison pour mesurer le chemin parcouru. En 1890, le total des exportations et des importations est de 9 milliards; en 1917, il dépasse 44 milliards. En moins de vingt ans, le commerce a quadruplé.

Voyons quels sont les clients de l'Amérique.

Avant la guerre, le principal est la Grande-Bretagne : elle échange des produits manufacturés contre des denrées alimentaires, des cuirs, du coton brut, du pétrole, du tabac.

	IMPORTATIONS (1)	EXPORTATIONS (2)	TOTAL
1913.	1.479.820.000	2.985.745	4.465.565.000
1914.	1.468.305.000	2.961.360	4.429.675.000

Le commerce avec l'Allemagne est fort important. Les nombreux nationaux allemands établis en Amérique, favorisent les échanges entre les deux pays.

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TOTAL
1913.	944.815.000	1.658.420.000	2.603.235.000
1914.	949.595.000	1.723.970.000	2.673.565.000

Vient ensuite le Canada qui, par sa situation géographique est appelé à être associé à la prospérité des Etats-Unis.

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TOTAL
1913.	602.855.000	2.077.245.000	2.680.100.000
1914.	803.445.000	1.723.580.000	2.527.025.000

(1) S'entend : Vers l'Amérique.

(2) Vers la Grande-Bretagne.

Citons encore les chiffres pour la France qui envoie à l'Amérique ses vins, ses soieries, ses modes et en reçoit des machines, des chaussures, des conservés, du tabac, des tissus.

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TOTAL
1913.	684.390.000	730.500.000	1.414.890.000
1914.	707.230.000	799.095.000	1.506.325.000

La guerre a modifié cette situation, comme le montre le tableau suivant :

	IMPORTATIONS (DES PAYS ALLIÉS)	EXPORTATIONS (VERS LES PAYS ALLIÉS)
1914 . . . . .	2.405.000.000	4.287.000.000
1915 . . . . .	1.880.000.000	7.620.000.000
1916 . . . . .	1.830.000.000	13.660.000.000
1917 . . . . .	2.400.000.000	19.880.000.000

	IMPORTATIONS (DU JAPON)	EXPORTATIONS (VERS LE JAPON)
1914 . . . . .	535.000.000	255.000.000
1915 . . . . .	490.000.000	205.000.000
1916 . . . . .	735.000.000	375.000.000
1917 . . . . .	1.040.000.000	650.000.000

Une simple soustraction montre que les Empires centraux et les pays neutres ont fait avec l'Amérique le commerce suivant.:

	IMPORTATIONS (DES PAYS NEUTRES)	EXPORTATIONS (VERS LES PAYS NEUTRES)
1914 . . . . .	6.529.000.000	7.282.000.000
1915 . . . . .	6.000.000.000	5.915.000.000
1916 . . . . .	8.420.000.000	7.630.000.000
1917 . . . . .	9.855.000.000	10.935.000.000



Ces chiffres donnent lieu à des remarques intéressantes. En premier lieu, les neutres n'ont pas perdu à la guerre, puisqu'ils exportent en Amérique des matières premières nécessaires à la fabrication du matériel fourni aux alliés. Le Japon à qui sa situation excentrique par rapport au reste des belligérants permet de demeurer en dehors du conflit, augmente également ses exportations. Ensuite, le commerce d'exportation de l'Allemagne vers les pays neutres et le Japon, qui, au début de la guerre, semblait devoir passer aux mains des Anglais, a échoué en grande partie aux Américains. Enfin, il semble que la fusion d'intérêts entre l'Amérique et les alliés, due au début de la guerre au fait que l'Amérique était le plus puissant des pays neutres, et rendue plus complète encore par son entrée dans le conflit aux côtés des alliés, doit survivre au conflit qui l'a occasionnée.

Mais revenons au commerce d'avant-guerre. En 1914, les principales importations étaient les cuirs et peaux (600 millions de francs), le café (550 millions), le sucre (505 millions), la soie brute (500 millions), les produits chimiques (470 millions), le caoutchouc brut (380 millions), les cotonnades (350 millions), le cuivre (270 millions), les huiles (240 millions), l'étain (195 millions), les œuvres d'art (175 millions), les diamants (165 millions), les fourrures (70 millions), etc.

Ces importations peuvent se diviser en trois catégories : 1<sup>o</sup> matières premières nécessaires à l'industrie, 2<sup>o</sup> produits alimentaires, 3<sup>o</sup> objets de luxe.

En tête des articles exportés, on ne sera pas étonné de voir figurer le coton brut pour la somme de 3.050.000.000 fr. et les fers et aciers manufacturés pour 1.200.000.000 fr. D'autres articles importants étaient les farines (825 millions), le pétrole (760 millions), le cuivre (745 millions), les conserves de viande

(730 millions). Se classaient en troisième ligne le bois (465 millions), le tabac (305 millions), le charbon (295 millions), le cuir (285 millions), les cotonnades (235 millions), les véhicules (255 millions), enfin les conserves de fruits (140 millions) et les tourteaux (105 millions), etc.

La guerre est venue, bouleversant tout cet équilibre économique et amenant, après une crise très brève, une ère de prospérité inouïe. En 1914, les Etats-Unis avaient exporté pour 2 milliards 150 millions de produits alimentaires, mais en 1916, ils n'en exportent pas moins de 6 milliards 355 millions.

Les articles manufacturés exportés passent d'une valeur de 5 milliards 490 millions en 1914 à 20 milliards 675 millions en 1916.

Mais voici le tableau résumé des importations et exportations en 1916.

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Produits alimentaires bruts . .	1.300.000.000	2.105.000.000
— préparés.	1.690.000.000	3.240.000.000
Matières premières . . . . .	5.045.000.000	3.595.000.000
Articles partiellement manu- facturés. . . . .	2.085.000.000	4.560.000.000
Articles manufacturés prêts à vendre. . . . .	1.725.000.000	13.125.000.000

Deux chiffres frappent tout de suite : l'Amérique, bien qu'elle possède des matières premières en quantité plus considérable que les autres pays, en a fait venir du dehors et elle les a transformées en articles manufacturés destinés à l'exportation. Mais poussons un peu plus l'analyse des documents officiels.

**Principales importations.** — En premier lieu le sucre (1 milliard 40 millions), le caoutchouc brut

(795 millions), les peaux (790 millions), les laines (710 millions), la soie brute (620 millions), le café (575 millions), les produits chimiques (545 millions).

Au deuxième rang on remarquera le bois (320 millions) et les fibres végétales manufacturées (315 millions), les fibres végétales brutes (295 millions), le cuivre manufacturé (260 millions), les huiles (240 millions), les cotonnades (235 millions), les diamants (225 millions), les fruits (220 millions), l'étain (200 millions), le coton brut (200 millions).

Viennent ensuite le cacao (175 millions), les graines (165 millions), la soie manufacturée (155 millions), le tabac (145 millions), le papier (125 millions), la viande frigorifiée (120 millions), les farines panifiables (115 millions), les fourrures (100 millions), le thé (100 millions).

Notons enfin le cuir (95 millions), le poisson (85 millions), l'alcool de vin (80 millions), le minerai de cuivre (75 millions), les légumes (50 millions), etc.

L'augmentation, dans l'intervalle de deux années, porte sur les matières premières qui alimentent les industries de guerre, caoutchouc, cuirs et peaux, laines, produits chimiques; sur le sucre qui tend à se raréfier sur le marché et dont les Américains renouvellent les stocks; sur les articles de luxe tels que les diamants qui trouvent preneurs parmi ceux dont la guerre contribue à faire la fortune.

**Exportations principales.** — En tête arrivent le fer et l'acier (3 milliards 105 millions) et les explosifs (2 milliards 335 millions) et aussitôt après les farines (2 milliards 175 millions); le coton brut est tombé au quatrième rang (1 milliard 870 millions); là il est suivi de près par le cuivre brut ou manufacturé (1 milliard 685 millions), et les conserves de viande et de lait (1 milliard 450 millions).

A eux seuls, ces six articles, fournis pour la plupart par le sol et le sous-sol de l'Amérique, ont assuré au pays, en un an, une rentrée qui dépasse 12 milliards.

Dans une deuxième catégorie on classera les voitures, surtout des camions automobiles (835 millions), le pétrole (800 millions), le cuir (730 millions), les produits chimiques (620 millions), les cotonnades (560 millions).

Une troisième catégorie comprendra les animaux vivants, surtout des chevaux (495 millions), le sucre (490 millions), le charbon (325 millions), le tabac (300 millions), le bois (300 millions), les tissus de laine (265 millions), les conserves de fruits (180 millions), le caoutchouc manufacturé (175 millions), les huiles végétales (140 millions), les fibres végétales (105 millions).

Enfin, quantités pour ainsi dire négligeables à côté des articles précédents, les conserves de poisson (95 millions), les instruments agricoles (85 millions), les fourrures (45 millions), le savon (30 millions), le café (25 millions), les engrais (25 millions), le houblon (20 millions), etc.

Par comparaison avec les chiffres de 1914, il y a diminution sur le coton que l'Allemagne bloquée est dans l'impossibilité de faire venir, et dont Manchester a restreint l'importation, et le bois. L'augmentation porte sur les farines, les fers et aciers, les tissus de coton (plus de 150 0/0); les voitures (près de 250 0/0), le cuir (près de 200 0/0), les conserves de viande (près de 100 0/0), le cuivre (près de 100 0/0). Peu de différence sur le charbon et le tabac. L'un est fourni par la Grande-Bretagne aux alliés et l'administration française des tabacs n'a pas jugé à propos d'augmenter ses achats en vue d'une crise possible. On voit paraître des articles nouveaux, surtout les explosifs, les

animaux vivants, le sucre, les tissus de laine, les huiles végétales, etc.

Ce qui frappe dans cet examen rapide du commerce américain depuis la guerre, c'est l'excédent des exportations sur les importations. L'écart s'accroît sans cesse : en 1914, il est de 3 milliards 150 millions ; en 1915, de 5 milliards 470 millions ; en 1916, de 10 milliards 680 millions ; en 1917, de 18 milliards 170 millions. On peut mesurer l'expansion du commerce extérieur aux chiffres suivants :

PRODUITS ALIMENTAIRES EXPORTÉS :	
1914. . . . .	2 milliards 150 millions
1917. . . . .	6 milliards 355 millions
ARTICLES MANUFACTURÉS EXPORTÉS :	
1914. . . . .	5 milliards 490 millions
1917 . . . . .	20 milliards 675 millions

En 1917, l'Amérique a donc exporté **trois fois plus** de viande et de lait et de farine qu'en 1914 et **quatre fois plus** de machines, d'automobiles, de tissus et de chaussures.

Un mot sur le commerce intérieur.

On estimait avant la guerre que le commerce intérieur était vingt fois plus considérable que le commerce extérieur. Le commerce est libre, aucune barrière douanière ne pouvant exister entre Etats de la Confédération. L'octroi, en Amérique comme en Angleterre, est inconnu.

## Les banques

On distingue trois sortes de banques : les banques nationales, les banques des Etats particuliers, les compagnies de trust. Les premières sont créées par acte du Congrès, les autres reçoivent une charte d'incorporation de la législation de l'Etat.

Les banques nationales se divisent en trois catégories : *central reserve city banks*, *reserve city banks*, *country banks*. Régies par des lois fédérales, elles sont à la fois banques d'émission, banques de dépôts, banques d'affaires.

Les banques d'Etat sont régies par les lois des Etats particuliers. Elles n'émettent plus de papier-monnaie.

A l'origine, les *trust companies* étaient chargées du rôle de séquestres et d'administrateurs de biens. Tout en conservant leur caractère spécial, elles sont devenues des banques de dépôts ordinaires, faisant concurrence aux banques nationales et aux banques d'Etat. Elles sont souvent chargées par les grandes entreprises industrielles du service des transferts de leurs actions. Elles s'intéressent aussi à des affaires industrielles en participant à des syndicats de garantie ou à des consortiums.



Les banques privées extrêmement nombreuses sont dispersées dans toute l'étendue du territoire. La plus connue est la banque Morgan qui, aux heures difficiles, est venue au secours de la France.

La loi du 23 décembre 1913, dénommée *Federal Reserve Act*, a essayé d'organiser en Amérique un nouveau régime bancaire. Elle crée dans les villes de Boston, New-York, Philadelphie, Cleveland, Richmond, Atlanta, Chicago, Saint-Louis, Minneapolis, Kansas City, Dallas et San Francisco, des *Federal Reserve Banks* qui doivent centraliser dans chaque région le commerce des banques.

Les actionnaires de ces banques sont, dans chaque région, les banques nationales, les banques d'Etat et les banques privées. Participant à leur capital, elles sont tenues de conserver une partie de leurs réserves dans ces banques et, en retour, elles ont le droit de faire des opérations avec elles. On les appelle « member banks ». Ces banques se partagent les bénéfices de la *Federal Reserve Bank* jusqu'à concurrence de 6 0/0 du capital souscrit, le surplus devant être versé au Trésor.

Les *Federal Reserve Banks* s'occupent surtout d'escompter le papier de commerce qui leur est remis par les *member Banks*. Elles assurent aussi le service de compensation des dettes entre les banques d'une même région. Enfin, elles émettent du papier. Contre le dépôt d'effets de commerce réescomptés, elles reçoivent de la *Federal Reserve Board*, dont nous parlerons tout à l'heure, le nombre de billets dont elles ont besoin. Ces *Federal Reserve Notes* ne sont pas, à proprement parler, des *bank notes*, ils peuvent cependant servir à payer les impôts. Ils ont la garantie du gouvernement fédéral et sont remboursables en or, soit au Trésor, soit dans les *member banks* qui possèdent

une réserve en or. La loi ne fixe aucune limite au chiffre de l'émission.

Ces 12 banques sont placées sous le contrôle de la *Federal Reserve Board*. C'est une sorte de conseil de surveillance composé de 7 membres. Le secrétaire du Trésor (ministre des finances) et le contrôleur de la circulation sont membres de droit. Les 5 autres membres sont nommés par le Président, d'accord avec le Sénat. Parmi eux sont choisis le gouverneur et le vice-gouverneur. Ce conseil fixe le taux de l'escompte et agit comme chambre de compensation entre les 12 banques.

Grâce à ces banques, le stock d'or des États-Unis s'est accru notablement. Au 1<sup>er</sup> août 1914, il était de 1.887.000.000 fr. ; trois ans plus tard, il atteignait 3.086.000.000 fr. A cette date, ce stock était réparti comme suit :

Trésor. . . . .	188 millions
Contre-partie des <i>gold certificates</i> . . . . .	188 —
Réserve des <i>Federal Banks</i> . . . . .	1.362 —
En circulation. . . . .	748 —

La monnaie de papier est de deux sortes. Sont considérés comme monnaie légale et circulent dans le public les *United States Notes* populairement dénommés *green backs* à cause de leur couleur et les *Treasury Notes*. Les *green backs* datent de la guerre de Sécession. Une loi de 1878 en interdit le retrait, ce sont les billets de banque ordinaires. Les *Treasury Notes* ont été créés en 1890 pour payer le métal argent acheté par le ministère des finances.

Les caisses de l'État reçoivent les autres billets qui comprennent des *gold certificates* et des *silver certificates*, émis par le Trésor en représentation d'un dépôt d'or et d'argent et des *National banknotes*, émis par les

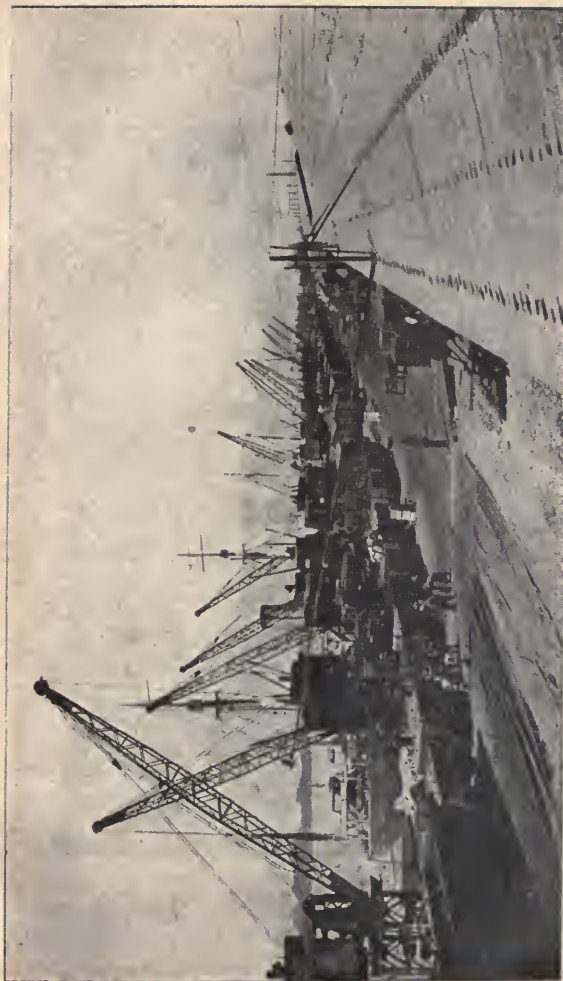
banques fédérales et garantis par un dépôt de valeurs fédérales; à ces derniers billets on ajoutera les *Federal Reserve Notes*.

## Note sur la richesse des États-Unis

Le *Census* de 1910 évalue la richesse des États-Unis à \$ 187.000.000,000 soit en francs environ 935 milliards. D'après les calculs des économistes, elle atteint aujourd'hui la somme de \$ 220.000.000.000 ou 1.100 milliards de francs.

En 1910, le revenu annuel est estimé à \$ 30.500.000.000; il doit osciller aujourd'hui entre \$ 28 et 40.000.000. En d'autres termes, les Américains gagnent en un an *une centaine de milliards de francs*. Sur leurs bénéfices, ils épargnaient avant la guerre de 5 à 6 milliards; mais, en 1916, ils ont réussi à placer 15 milliards.





UN QUAI DE TRANSBORDEMENT

Cl. Chusseau-Flavière



SAMUEL COMPERS HARANGUANT DES TRAVAILLEURS AMÉRICAINS

Cl. Charreau. Planchant

## TROISIÈME PARTIE

# L'ÉTAT ET LA PROSPÉRITÉ NATIONALE

---

I

### Les administrations

Les administrations de l'État qui ont pour mission de collaborer avec les particuliers à la prospérité nationale sont au nombre de deux : département de l'agriculture, département du commerce et du travail. Nous avons déjà dit quelques mots de la Commission du commerce entre États, organe de liaison entre les diverses parties de l'Union américaine, et nous avons mentionné le régime douanier.

Il faut rechercher l'origine du département de l'agriculture dans l'une des attributions du bureau des bre-



vets d'invention chargé vers 1836 de la distribution aux cultivateurs de graines de plantes exotiques. Ces distributions devinrent si importantes qu'en 1849 on ne chargea un bureau spécial du ministère de l'Intérieur. En 1882, ce bureau devint indépendant. En 1889, il fut érigé en ministère. En 1905, on lui adjoignit le département des forêts, rattaché jusqu'alors à l'Intérieur.

Dirigé par un secrétaire qui nomme à tous les emplois du département, sauf à trois, ce ministère comprend les bureaux suivants :

Le bureau météorologique (Weather Bureau) qui appartenait à la guerre avant 1891. De ce bureau dépendent 200 stations aux États-Unis et dans le golfe du Mexique, auxquels sont attachés 1.500 fonctionnaires.

Le bureau de l'élevage (Bureau of Animal Industry) est principalement chargé de prévenir les épizooties. Il inspecte les abattoirs, les laiteries, réprime les fraudes sur le beurre, les conserves de viande, etc. Il encourage l'élevage des chevaux par les enquêtes et les rapports de ses vétérinaires.

Le bureau des cultures (Bureau of Plant Industry) distribue les graines, étudie les maladies des céréales et de la vigne et enseigne les moyens de les prévenir ou de les guérir, il enseigne à distinguer les plantes et insectes utiles et nuisibles, il cherche à propager les modes de culture rationnels. De ce bureau dépendent une ferme modèle à Orlington en Virginie, une plantation de thé à Sommerville, Caroline du Sud et à Pierce, Texas.

Le service des forêts (Forest Service), naguère bureau des forêts, a deux attributions distinctes : 1° il étudie et enseigne les meilleures méthodes d'aménagement des bois, encourage chez les propriétaires

(particuliers, villes ou États) le reboisement, recherche dans ses laboratoires les moyens rapides et économiques d'utiliser industriellement les produits de la forêt et les déchets de la scierie ; 2<sup>o</sup> il administre les forêts nationales.

Le bureau des analyses (Bureau of Chemistry) dénonce les fraudes sur les engrais et les denrées comestibles.

Viennent ensuite le bureau des sols (Bureau of Soils) qui étudie la constitution des terres arables, le bureau des statistiques (Bureau of Statistics), la division d'entomologie, la division de la carte biologique, qui, entre autres attributions, fixe les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse, l'office des routes, des publications, de la comptabilité, des archives.

Le département du commerce et celui du travail sont des ministères de création récente formés par la réunion de services rattachés jusqu'alors à divers ministères. Le Trésor leur a cédé son bureau de statistiques, le service des phares, de la navigation et de l'immigration et le service géodésique ; au département d'État ils ont emprunté le service du commerce extérieur ; l'Intérieur leur a fourni le service du recensement. Ils ont englobé enfin le bureau indépendant du travail et des pêcheries. Il leur manque encore, par un inexplicable oubli du législateur, le service de sauvetage (Life Saving Service) et le service auquel préside la commission du commerce entre les États (Interstate Commerce Commission).

Les principaux services sont :

Le bureau des corporations (Bureau of Corporations) chargé de surveiller les sociétés par actions autres que les sociétés de transports. Le *commissioner* qui le dirige a les pouvoirs de l'*Interstate Commerce Commission*, il peut obliger des témoins à com-

paraître et à déposer sous serment, il publie les conclusions de ses enquêtes.

Le bureau de l'industrie (Bureau of Manufactures) centralise les rapports consulaires.

Le bureau du travail (Bureau of Labor), d'abord service du ministère de l'Intérieur (1854), ensuite indépendant (1888), comprend un organe central et de nombreux bureaux d'information disséminés dans les États.

Laissons de côté les services secondaires : divisions du personnel, des informations, des fournitures, des publications.

Le bureau du recensement (Bureau of the Census) opère le recensement décennal prescrit par la Constitution et en publie les résultats.

Jusqu'en 1880, le travail était confié aux *marshalls*, c'est-à-dire aux huissiers des cours fédérales. A cette date, on institua des fonctionnaires nouveaux (Census supervisors) qui formèrent en 1902 un petit ministère. Le bureau comprend 1 directeur, 4 statisticiens principaux ; tous les dix ans on réorganise le corps des *district supervisors* qui est resté inactif dans l'intervalle. La complication de l'opération se mesure à l'accroissement des employés qu'elle nécessite.

Établi par le Trésor en 1866, le bureau des statistiques (Bureau of Statistics) rédige des rapports publiés tous les mois sur le commerce des États-Unis et le commerce des pays étrangers. Il emprunte ses informations aux consuls et à la direction des douanes.

La marine marchande relève de plusieurs bureaux : c'est le service des inspections des vapeurs (Steamboat Inspection Service), avec son inspecteur-général et ses 10 inspecteurs principaux. Une fois par an ces hauts fonctionnaires se réunissent en commission et élaborent ou révisent les règlements publiés le 1<sup>er</sup> mercredi de janvier. L'État entretient dans les

grands ports des inspecteurs locaux chargés de vérifier au moins une fois par an les coques (inspectors of hulls) ou les chaudières (inspectors of boilers). Ne peuvent cependant, en vertu du principe de la souveraineté de l'État particulier, être soumis à cette inspection que les vapeurs faisant le trafic entre divers États. L'armateur qui néglige d'appeler l'inspecteur, s'expose à une amende de 500 dollars. Le service n'est pas à l'abri des reproches comme l'a prouvé l'incendie du vapeur *Général Slocum* dans le port de New-York, le 15 juin 1904.

Le bureau des phares (Bureau of Lighthouses) est dirigé par un commissaire et un commissaire-adjoint. Les côtes sont partagées en 16 districts, confiés à des inspecteurs, anciens officiers de marine ayant sous leurs ordres les gardiens des phares. Les phares sont au nombre de 150. Ajoutez, 50 bateaux-phares et 6.000 balises. Les lacs et fleuves forment 3 districts confiés à des officiers du génie. Le budget de ce service s'élève à 4.000.000 de dollars.

Rien à dire du service géodésique et de la carte marine (Coast and Geodesic Survey).

Le bureau des pêcheries (Bureau of Fisheries) était autrefois rattaché à la commission du travail. Il entretient deux stations à Woods Hall, Massachusetts, et à Beaufort, Caroline du Nord, et 35 stations de pisciculture.

A la tête du bureau de l'immigration (Bureau of Immigration) se trouve un commissaire-général nommé par le Président. C'est lui qui, au nom du secrétaire, tranche en premier et dernier ressort les appels des décisions des inspecteurs de l'immigration dans les ports.

Le bureau des poids et mesures (Bureau of Standards) conserve les étalons.

Enfin, citons le Bureau des Mines.

## L'État et les problèmes sociaux

Autrefois, les institutions d'un pays répondaient à des nécessités exclusivement politiques, elles tendaient à garantir la paix à l'intérieur et au dehors la grande affaire d'un gouvernement c'était de lever l'impôt, d'entretenir une bonne gendarmerie, des juges et une armée permanente. Aujourd'hui, un ministre de la police ou de la guerre trouve naturel d'avoir pour collègues un ministre de l'industrie ou du travail. Les institutions sont fonction des nécessités sociales. Quoique pays neuf et anglo-saxon, partant rebelle au socialisme d'Etat et à la centralisation administrative, les États-Unis ont été forcés de s'occuper des problèmes sociaux.

La tâche de l'État moderne est double : il protège le faible contre les mauvais patrons. « Il faut, dit le Président Wilson, que nous veillions à ce qu'il n'y ait point d'agglomérations trop pressées, pas de mauvaises conditions sanitaires, pas de contagion sans nécessité, ni de maladies évitables, à ce qu'on puisse compter sur la bonne qualité des aliments, à ce qu'on prenne toutes les précautions contre les accidents, à

ce que les femmes ne soient pas astreintes à des besognes impossibles, à ce qu'il ne soit pas permis aux enfants de dépenser toute leur énergie avant qu'elle soit bonne à dépenser... A quoi sert d'avoir une industrie si nous en mourons » (1)?

Ensuite l'État sert d'arbitres dans les querelles entre employeurs et employés.

Ce qui rend la tâche de l'homme d'Etat difficile aux États-Unis, c'est la présence d'un nombre énorme de salariés. Il nous faut un ministre du travail assisté de nombreux secrétaires pour résoudre des conflits qui intéressent une poignée d'ouvriers serruriers ou de midinettes. Quelle maison, en France, emploie, comme telle entreprise métallurgique en Pensylvanie, 250.000 ouvriers? Aucun de nos réseaux de chemin de fer n'a la puissance des groupements de réseaux américains.

Mais citons des chiffres. Au dernier recensement (1910), on comptait dans les manufactures 10.658.881 ouvriers et dans le commerce 3.614.670 employés; l'industrie des transports rétribuait 2.637.671 agents. C'était près de 17 millions d'individus travaillant à la prospérité du pays et que l'État avait le devoir de protéger.

Les États où l'industrie est le plus développée, ont naturellement le plus grand nombre de salariés.

New-York. . . . .	1.003.981	salariés
Pensylvanie. . . . .	877.543	—
Massachusetts. . . . .	584.559	—
Illinois. . . . .	463.764	—
Ohio. . . . .	446.934	—
New-Jersey. . . . .	326.223	

(1) *La Nouvelle Liberté*, 1913, Paris.



Les villes en comptent un nombre élevé : à New-York 554.002, à Chicago 293.977.

Dans des masses pareilles, l'agitation prend des proportions formidables. L'Amérique, qui a connu la guerre civile et le régicide, connaît, comme les pays de l'Ancien-Continent, les grèves, les émeutes, les attentats anarchistes.

L'absence d'une police efficace donne de la gravité aux mouvements populaires. En 1877, pendant une grève d'employés de chemins de fer, à Pittsburg, la milice locale ayant refusé d'agir, il fallut l'intervention des troupes fédérales ; mais les grévistes avaient eu le temps de détruire 126 locomotives et 1.600 wagons et de faire pour 50 millions de dégâts. En 1884, à Cincinnati, après des inondations désastreuses, la populace se soulève et réclame la tête des prisonniers de droit commun. La police locale comme toujours est impuissante ; il faut, pour défendre les prisons assiégées, appeler les troupes, commander quelques feux de salve ; 45 citoyens sont tués et 138 blessés. Lors de la grève Pullman, à Chicago, en 1894, la troupe intervient encore et les victimes sont nombreuses. En 1903, les mineurs du Colorado votent la cessation du travail ; la Compagnie fait venir des travailleurs étrangers, des « jaunes » ; une bombe éclate et en tue 15.

En l'absence de gendarmes, le patronat a recours à des mercenaires fournis par des agences spéciales : ces gardes improvisés sont quelquefois des repris de justice.

De leur côté, les ouvriers américains sont organisés et ne manquent pas de recourir à l'occasion à la violence. C'est aux États-Unis que, pour la première fois, non seulement les artisans se groupent par corporations de métiers, mais que toutes les organisations

ouvrières ont su se grouper entre elles. En 1886, les *Chevaliers du travail* (Knights of Labor) comptaient 700.000 adhérents. La *Fédération américaine du travail* (American Federation of Labor), qui leur a succédé, groupe 120 syndicats, c'est-à-dire environ 2.000.000 d'ouvriers; elle est assez puissante pour payer 1.415 secrétaires et conférenciers, chargés d'organiser les syndicats locaux et d'appuyer les mouvements dès qu'ils se produisent.

Ces associations sont surtout professionnelles; ce ne sont pas des organisations politiques utilisées par des politiciens pour leurs fins personnelles ou par des théoriciens désireux d'imposer une conception socialiste de l'État et de la société; le principe de la lutte des classes ne paraît pas inscrit à leur programme, puisque l'on voit à la tête du syndicat des typographes un millionnaire, ancien ouvrier, il est vrai, mais devenu capitaliste tout de même.

Les armes dont se servent les salariés sont, outre la grève, la mise en quarantaine (boycotting) de la maison qui refuse d'entrer en rapports avec le syndicat, et le *label*, étiquette ou marque apposée par les syndicats sur les articles fabriqués dans les usines dont les directeurs s'entendent avec eux (1).

Dans les périodes de troubles, ces armes pacifiques ne suffisent pas; c'est alors l'émeute, le sac de l'usine, l'attentat contre l'ouvrier non syndiqué (blackleg).

Arbitre entre patrons et ouvriers, le gouvernement fédéral et le gouvernement des États ont essayé divers remèdes pour obtenir des accords et les rendre durables.

(1) E. R. Spedden, *The Trade Union Label*, Baltimore, 1910. Le *label*, paraît-il, fut utilisé pour la première fois à San Francisco, par les cigariers auxquels la main-d'œuvre chinoise faisait concurrence (1876).

L'institution des Bureaux de travail (Bureaus of Labor), tant à Washington que dans 34 États, permet de connaître d'une façon précise la situation de la classe ouvrière et de se rendre compte de la légitimité de ses revendications.

Différents organes du pouvoir central protègent l'ouvrier isolé contre la négligence ou l'avarice des patrons : ce sont principalement l'*Interstate Commerce Commission* et le *Service d'inspection des vapeurs* du département du Commerce et du Travail. Grâce à ces deux administrations, l'employé de chemin de fer et le marin sont garantis dans une certaine mesure contre les accidents dus à un matériel défectueux.

Les États particuliers ont voté un grand nombre de lois sociales. Il est tout à fait impossible de les énumérer. Tout au plus doit-on se contenter d'en donner un très court résumé.

Le boycotting est interdit dans 5 États seulement, mais la mise en quarantaine de l'ouvrier par le syndicat patronal (blacklisting) est punie dans 23 États. 18 États défendent au patron de faire une distinction entre ouvriers syndiqués ou non syndiqués. 32 États assurent la liberté du travail en réprimant toute tentative d'intimidation, notamment la menace par le syndicat patronal de renvoi collectif (lock-out).

Le repos dominical est partout légalement obligatoire, comme en Angleterre.

La journée de 8 heures est acquise aux mineurs (7 États), aux employés des ponts et chaussées (13 États), aux ouvriers employés à des travaux publics (17 États), aux métallurgistes (5 États); dans 7 États (1) la journée de 8 heures est la journée

(1) Connecticut, Illinois, Indiana, Mississipi, Ohio, Pensylvanie, Wisconsin.

légale, à moins de stipulations contraires prévues par la loi.

La journée de 8 heures est enfin acquise à tout ouvrier travaillant au service du gouvernement fédéral.

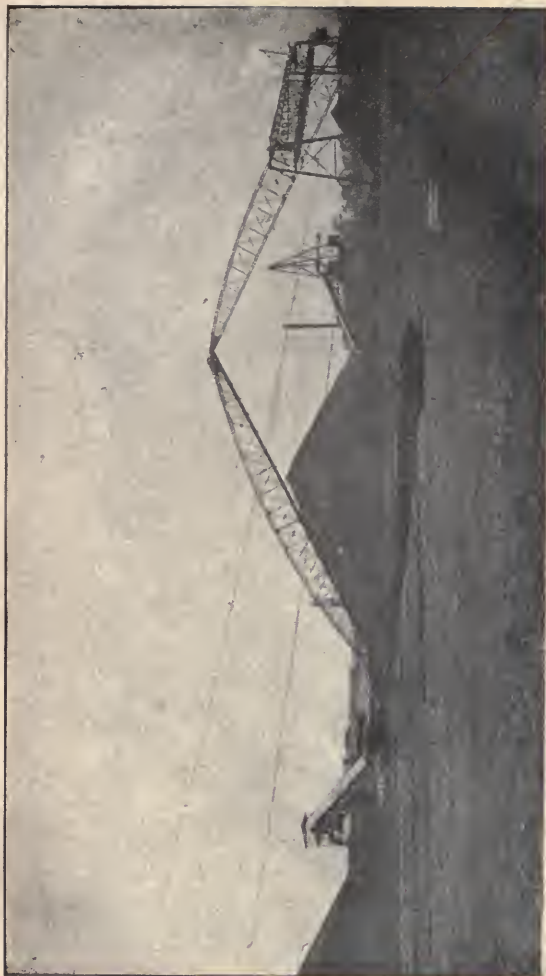
Sur le papier, dans les publications officielles, l'ouvrier paraît efficacement protégé. Dès qu'on regarde les choses d'un peu près, on s'aperçoit qu'il n'en est pas tout à fait ainsi. Le 4 février 1910, trois mécaniciens de l'aciérie de Béthléhem sont renvoyés pour avoir protesté contre le travail du dimanche. Par solidarité, tout le personnel se met en grève et demande « l'abolition du travail du dimanche non indispensable ». En mars 1910, une Compagnie minière du Colorado ne pouvant arriver à une entente avec le syndicat, la grève est décidée. Parmi les demandes des ouvriers, l'on note « le droit d'acheter dans n'importe quel magasin et l'abolition du système de paiement en bons » et plus loin « la suppression du système des gardes aux mines et le respect des lois de l'Etat ». Les mineurs étaient obligés de se fournir aux magasins de la Compagnie, parmi lesquels se trouvaient des « clubs », euphémisme par lequel étaient désignés les cabarets, les « saloons ». L'un des mineurs ayant gagné 460 fr. ne touche que 60 fr., la Compagnie retenant la différence pour le loyer, les denrées alimentaires fournies et les soins médicaux. Si les lois n'étaient pas observées par la Compagnie, c'est qu'elle avait mis la main sur tous les pouvoirs locaux ; c'est elle qui faisait élire les juges et les procureurs. Des agences spéciales lui prêtaient des détectives pour maintenir l'ordre ; elle avait fait construire dans ses ateliers une automobile blindée armée d'un canon hotchkiss à tir rapide. Les ouvriers, étrangers pour la plupart et ignorants des coutumes et des lois américaines, répondaient à la

violence par la violence; il y eut des rixes sanglantes. Les grèves éclatent à peu près tous les dix ans dans cette Compagnie. Il faut ce temps pour que les mineurs étrangers, italiens, grecs, slaves, mexicains, qui ont remplacé les grévistes renvoyés, deviennent citoyens américains et s'aperçoivent à leur tour qu'ils qui ont fait un marché de dupes. Mêmes scènes de violence dans le Michigan en 1913, aux mines de cuivre de la Compagnie Calumet et Heckla. Là, les mineurs appartiennent à 38 nationalités différentes, les Finlandais étant en majorité. Certains « citizens » où les ouvriers voient les agents de la société, forment une *alliance* pour briser la résistance des grévistes; un jour ils s'emparent du principal meneur, le maltraitent et le « déportent ». La société avait fait des efforts pour améliorer la condition sociale de son personnel (*welfare work*), bâtissant une bibliothèque, une piscine, des écoles; mais les ouvriers l'accusent de dominer la presse locale et de se servir de son influence politique pour supprimer le droit de discussion (1).

Le développement du machinisme et la concentration qui sont les deux caractères principaux de l'industrie aux Etats-Unis ont eu sur le personnel ouvrier une action profonde. L'artisan tend à disparaître et à faire place à un ouvrier non spécialisé. Le premier venu peut se faire embaucher indifféremment dans une fabrique de chaussures, dans une raffinerie de sucre ou dans une raffinerie de pétrole. L'ouvrier est devenu semblable à ces pièces d'une mécanique qui sont interchangeable, par conséquent toujours faciles à remplacer. On raconte que le « trust » du sucre

(1) Rev. Henry A. Atkinson, *Report on the Labor Troubles in Colorado and Michigan*. — *Report concerning the Industrial Situation in South Bethlehem*.





OUTILLAGE PERFECTIONNÉ POUR LE TRANSPORT DE L'ANTHRACITE  
DANS UNE MINE DES ÉTATS-UNIS





TRACTEUR EMPLOYÉ A UN TRAVAIL DE DÉFRICHEMENT

plaçait autrefois dans les ports des agents chargés de guetter les émigrants à leur arrivée. Ignorant les conditions économiques du Nouveau-Monde, ceux-ci acceptaient de travailler pour un salaire inférieur à celui qu'exigeait l'ouvrier américain. De pareilles pratiques seraient impossibles s'il fallait aux émigrants un apprentissage préalable. Une usine marche par l'intelligence de l'ingénieur et le dévouement des contremaîtres, l'ouvrier compte pour peu. La concentration industrielle qui accumule les ouvriers par dizaines de milliers dans les ateliers d'une même société, en fait une foule anonyme et, comme le directeur n'est plus en contact avec son personnel, il ne peut en comprendre l'état d'esprit. Il paraît croire et le syndicat, interprète des doléances de la masse, partage son opinion, que toutes les revendications ouvrières se réduisent à des questions de salaires et d'heures de travail. Souvent le mal est plus profond.

Les salaires ont augmenté depuis la guerre dans des proportions qui, autrefois, auraient paru impossibles. Mais la multitude des manœuvres ne paraît pas vivre dans des conditions meilleures. La revue américaine *World's Work* citait récemment le cas d'une famille d'ouvriers de Scranton (Pensylvanie). Le père a 49 ans, il est veuf et a 6 enfants dont 4 à sa charge. Il gagne \$ 80 (400 fr.) par mois, chacun des 2 aînés gagne \$ 40 (200 fr.). La famille loge dans une maison de 4 chambres et paie un loyer de \$ 5 50 (27 fr. 50) par mois. Les dépenses de vêtements, blanchissage, chauffage sont minimes. A première vue, il semble que ces 7 personnes pourraient vivre dans le bien-être. Loin de là, la misère est si grande dans ce foyer qu'aux dires du médecin, la mère est morte de faim. L'enquête a révélé que le salaire du père et des enfants est frappé d'opposition par le mercanti qui fournit à crédit aux ouvriers leur alcool.



## BIBLIOGRAPHIE

---

PAUL DE ROUSIERS. — *Les industries monopolisées aux États-Unis*, 1898.

ÉMILE LEVASSEUR. — *L'ouvrier américain*, 2 vol., 1898.

PIERRE LEROY-BEAULIEU. — *Les États-Unis au xx<sup>e</sup> siècle*, 1904.

J. LAURENCE LAUGHLIN. — *Industrial America*, 1906.

ACHILLE VIALLATTE. — *L'industrie américaine*, 1908.

*Census de 1910.*

*World's Work.*

*Financial Chronicle.*

VIALLATTE. — *La réforme bancaire aux États-Unis*, dans *Revue des Sciences politiques*, T. xxxiv (1915).



## TABLE DES MATIÈRES

---

PREMIÈRE PARTIE. — L'Industrie. . . . .	169
I. — Principales industries. . . . .	169
II. — L'expansion industrielle. . . . .	180
III. — Les chefs d'industrie. . . . .	188
IV. — Quelques caractères de l'industrie américaine. . . . .	193
V. — La concentration industrielle . . . . .	205
DEUXIÈME PARTIE. — Le Commerce. . . . .	211
I. — Commerce intérieur et extérieur . . . . .	211
II. — Les banques. . . . .	220
Note sur la richesse des Etats-Unis. . . . .	223
TROISIÈME PARTIE. — L'Etat et la prospérité nationale. . . . .	225
I. — Les administrations. . . . .	225
II. — L'Etat et les problèmes sociaux. . . . .	230
BIBLIOGRAPHIE. . . . .	239





---

CORBEIL. — IMPRIMERIE CRÉTÉ.

---





This book is DUE on the last date stamped below

MAR 9 1964

Form L-9-15m-11,'27

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY



A 001 238 184 4



